

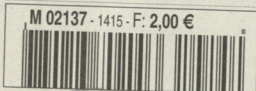
le monde
libertaire

semdesmandataire de la Fédération anarchiste
adhésion de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde
libertaire

Traminots l'épreuve de force

À Marseille, malgré la tentative de la municipalité de rendre la grève illégale, les traminots comptent poursuivre leur mouvement de défense du service au public.



2€

ISSN 0026-9433

« La connerie militaire et l'immensité des flots sont les deux seules choses qui puissent donner une idée de l'infini. »

Fred Vargas (debout les morts)

hebdo n° 1415

du 10 au 16 novembre 2005

40P 2520

Sommaire

La Belgique sur les pavés, en **grève**, par Hertje, page 4

Souvenirs d'un bastion du Livre parisien, **France-Soir**, par D. Fontaine, page 6

Brèves en lutte, page 7

Accord, Arcade, bilan provisoire des luttes en cours, page 8

Zurich, Shantytown, un bidonville, par Fritz Peng, page 9

Devenir riche?, fastoche! Explications, par J. Langlois, page 11

Imprimerie Nationale, Comment traiter son patron, par L. Lenoir, page 14

L'autruche tape toujours où il faut!, par F. Ladrissse, page 14



Chroniques au noir, par R. Dadoun, page 15

Katrina, la presse étatsunienne et son vrai visage, par R. Boullard, page 17

Faits d'été indien, salauds de vieux, par J.-M. Raynaud, page 18

Quand les sans-papiers s'organisent, par P. Schindler, page 19

L'orgueilleux Rimbaud, par J.-M. Bongiraud, page 21

Vie du mouvement, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Crame, crame ! Babylone ! Crame !

Alors que les banlieues sont en tumulte, on ne va pas s'amuser à leur faire la leçon. Pas perdre de temps à dire qu'une mosquée qui brûle c'est un peu de liberté en plus, pas perdre de temps à expliquer qu'une solide organisation libertaire est un excellent moyen de lutter et surtout qu'un transformateur EDF ça peut être dangereux. Car contre ce type d'émeutes qui socialement ne servent strictement à rien, contre la colère et le légitime dévouement, nous ne pouvons qu'être, pour le moment, des spectateurs passifs. Il s'agit bien là de révoltes ethniques, d'émeutes contre une police raciste et arrogante à la tête de laquelle Sarkozy dans son délire de pouvoir fait le lit du fascisme et de l'intolérance crasse.

Nulle tête politique ne s'était levée pour organiser la lutte, et toujours reviendraient comme des poux sur l'hermine les obtus de la haine, ces réactionnaires fascinés par l'ordre quand il fallait un bouleversement. Cette phrase de Xavier Grall illustre bien que la spontanéité de la violence ça peut parfois faire du bien, mais que sans structure efficace elle ne fait pas long feu.

Ces jeunes des ghettos n'ont pas le sentiment d'être humiliés : ils le sont. Ils sont pourchassés par l'ordre moral qui ne supporte pas qu'on s'appelle Mohammed et qu'on veuille revendiquer sinon imposer sa légitime place.

Et parce que pour un Zidane qui réussit ce sont cent Moussah qui crèvent, il ne faut pas s'étonner qu'un jour ça chambarde, mais se demander pourquoi si tard.

Oui les banlieues ne sont pas sûres, oui les actes d'incivilité sont fréquents, oui ils mettent le voile à leur femme, oui ils pisent parfois dans les ascenseurs, mais la violence que les petits Blancs leur oppose ne vaut guère plus et les diverses politiques de la ville qui se sont succédés sont pitoyables et sans effet, on ne leur laisse même pas les reliefs du banquet qu'ils contemplant tous les jours.

Le retour communautariste est à ce point inévitable que les mosquées poussent comme des champignons après l'orage et que les imams sont prêts et bien prêts à les accueillir quitte à souffler sur les braises. Légitime est leur colère, comme disait l'autre.

Ça roule à Marseille



Thierry

Groupe de Marseille

Le 24 MARS 2005, la majorité UMP de la communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole (MPM) a voté le principe d'une délégation de service public (DSP) pour l'exploitation du futur tramway marseillais. Cela ouvre la possibilité à une entreprise privée de pouvoir gérer ce dernier.

Pourquoi une telle décision ?

Plusieurs réponses sont possibles. La première est celle donnée par le maire UMP de Marseille — proche, soit dit en passant, de l'Opus Dei — M. J.-C. Gaudin. Il affirmait que la Banque européenne d'investissement (BEI) exigeait la mise en concurrence afin d'accorder un prêt nécessaire à la construction des voies du tramway. Problème, cependant, puisque la représentation locale de la BEI précisait dans la foulée qu'il n'y avait rien d'obligatoire. Première réponse qui tombe dans l'eau du vieux port. Alors voyons la deuxième explication : la Régie des transports marseillais (RTM) serait incapable de gérer elle-même le tramway. Admettons. Mais penchons-nous sur son passé afin de vérifier ces dires. Cette entreprise publique a été tout à fait prompt à s'occuper non seulement du réseau bus-métro, mais également de la construction de la première ligne de métro. Et cette dernière opération sans dépassement de budget ou de délai en temps. Alors, forte de son expérience, pourquoi ne serait-elle pas aussi performante, si ce n'est plus ?

Exit cette deuxième explication, et examinons une troisième réponse venant encore de M. Gaudin : la RTM serait un vrai « tonneau de Diogène », elle coûterait beaucoup d'argent aux Marseillais. Pourtant, si l'on se réfère à l'article paru dans la Marseillaise (journal

local, communiste, aux relents un peu trop souvent populistes) du 3 novembre 2005 : « Le coût réel restant à la charge des contribuables est passé de 11,6 millions d'euros en 2001 à 7,6 millions d'euros en 2004. » Il semblerait que les trous du tonneau se rebouchent petit à petit...

Alors quoi ? Pourquoi vouloir à tout prix permettre à une entreprise privée d'exploiter le réseau du futur tramway ? Une réponse possible, de moins mauvaise foi que les trois précédentes, est qu'il est impensable de laisser la gestion de travaux aussi importants et gigantesques et la gestion, future, du réseau du tramway à une entreprise publique, quand il est dans l'air du temps de supprimer les services publics dont la recherche du profit n'est pas l'objectif.

Les luttes

Le 24 mars, les traminots sont en grève car ils sentent que la DSP est une grande porte ouverte à la privatisation. Et, le 26 mai 2005, le conseil d'administration (CA) de la RTM décide de s'allier à une entreprise privée (la Connex du groupe Véolia) pour répondre à la DSP ; le 15 septembre, l'alliance RTM-Connex est officialisée et votée par la plupart des membres du CA. Le 4 octobre, les traminots commencent la grève. Ils ne l'ont pas cessée depuis. Ils refusent que le réseau bus-métro-tramway soit morcelé et qu'une partie, le tramway, aille à une entreprise privée.

C'est une grève dure, largement suivie : seuls 10 % des bus circulent et 20 % des rames de métro au 30 octobre (25e jour de grève). Dans les entrepôts est affichée une liste donnant les noms des non-grévistes. Ces derniers parlent, d'ailleurs, de porter plainte. Le

La Belgique

Sur les pavés

c'est 100 000 fois oui à la vie !



Hertje

24 octobre, la mairie décide de mettre en place des bus de substitution (ce sont des bus de tourisme venant de Saint-Étienne). Non seulement ils ne sont pas capables d'assurer le travail des grévistes (dur de se déplacer pour ces gros bus dans une ville où se déroulent les travaux pour le... tramway), mais en plus ils subissent un caillassage régulier. Si bien que le préfet décide de faire placer deux flics dans chaque véhicule, et des Marseillais ont été témoins de la présence de CRS à certains arrêts de bus. Aujourd'hui, il n'y a plus de service de substitution. Très énervé, M. Gaudin supplie (ça, pour la génuflexion il sait faire) le préfet de réquisitionner chauffeurs et bus ! Refus de ce dernier qui préfère demander au gouvernement de dépêcher un médiateur. Celui-ci médiate, rencontre, discute et décide de partir « en laissant [son] numéro de téléphone » et une proposition de médiation : « la RTM crée une filiale dont elle aurait la majorité et dans laquelle il y aurait un des grands opérateurs » privés qui gèrerait le tramway avec un partage des bénéfices de 60 % pour la RTM et 40 % pour l'entreprise privée. Les tramotins ne sont pas d'accord car ils exigent que le tramway soit totalement géré par la RTM. Le 3 novembre 2005, après ce refus, M. Gaudin redemande une réquisition qui, pour le médiateur, est une « bombe atomique ».

Le 4 novembre au matin, les syndicats décident de continuer la grève jusqu'au 7 novembre. Gaudin pense faire intervenir l'armée suisse qui garde le Vatican, le médiateur attend auprès de son téléphone, le gouvernement s'en lave les mains (au karsher ?). Et France Inter désinforme au petit matin du 4 novembre, quand la journaliste clame que les Marseillais commencent à en avoir marre et que, pour témoignage, elle interroge une commerçante ! Cette dernière, évidemment, se fout pas mal des usagers, des travailleurs et ne pense qu'à son business.

La suite, la fin ?

Ce vendredi 4 novembre après-midi, mauvaise nouvelle : le juge des référés de Marseille a déclaré que les revendications des huit syndicats n'ont pas de caractère professionnel. Le magistrat conclut à un abus de grève. Ben voyons, la justice bourgeoise a tranché : les agents grévistes doivent reprendre le travail dès ce samedi 5 novembre sous peine de s'exposer à des sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement. Si les syndicats n'obtempèrent pas, ils devront payer 10 000 euros par jour de grève supplémentaire...

Gaudin pleure en se fouettant, persuadé que Dieu l'a écouté ; le gouvernement, soulagé, continue de jouer son rôle de gardien des intérêts des puissants. Et les proslos, les chômeurs, les exploités ?

VENDREDI 28 OCTOBRE, 100 000 travailleurs ont manifesté leur désaccord avec le gouvernement et le patronat qui (au nom du refinancement de la Sécurité sociale) entendent relever l'âge de la prépension de 58 à 60 ans et contraindre les travailleurs âgés, licenciés dans le cadre d'un plan de restructuration, à se rendre disponibles sur le marché du travail, avant de bénéficier d'une hypothétique prépension... Pour tous, il est hors de question de crever à la tâche et de perdre sa vie à la gagner.

Entre les deux grèves générales, trois semaines de grève se sont écoulées. De Namur à Charleroi, de Bruxelles à Liège, les travailleurs ont débrayé. Et, cependant, rien n'a bougé au 16, rue de la Loi. Il aurait été naïf de croire que 100 000 manifestants suffiraient à faire fléchir le Premier ministre Guy Verhofstadt. L'après-midi même de la manifestation nationale, il réaffirmerait d'ailleurs que son pseudo « pacte » de solidarité entre les générations serait appliqué tel quel. Quant au ministre de l'Emploi, Peter Vanvelthoven (SP.A, socialistes flamands), il a répondu que mises à part quelques modalités, plus rien ne pouvait être négocié. Il n'y a rien à attendre de l'État, quelle que soit la couleur de celui qui gouverne.

Le gouvernement pousse les 600 000 chômeurs au turbin mais force les « anciens » à rester au boulot : il se fait l'allié objectif du patronat. En effet, si la demande d'emploi grimpe et si l'offre de boulot stagne, les patrons ont les coudees franches pour imposer des salaires et des conditions de travail au rabais. « T'es pas content ? Y en a d'autres qui attendent derrière la porte ! » Face à cette logique cannibale, réapproprions-nous nos vies par la diminution du temps de travail. Partageons le boulot et les richesses : près de 140 000 jeunes sont passés de l'école au bureau de chômage et galèrent quand d'autres

n'en peuvent plus de bosser. Sans parler du cadeau fait aux patrons : 950 millions de diminution de charge, sous prétexte de faciliter l'embauche ! Le seul résultat concret, c'est l'enrichissement... des patrons.

L'État et le patronat organisent la régression sociale ? Organisons la riposte sociale ! D'aucuns, comme la FGTB Métal (socialiste), appellent à une nouvelle grève d'ici le 21 novembre. Mais face à l'arrogance du gouvernement et de la FEB (Medef belge), comment penser que ces journées d'action, le plus souvent dispersées par secteur professionnel, fussent-elles à répétition, les feront reculer ? Les délégués syndicaux doivent rompre avec les socialistes de gouvernement. Pour rappel, l'ex-ministre de l'Emploi Freya Vandenberghe (SP.A) a lancé le plan anti-prépension, et son successeur Vanvelthoven (SP.A) le cadenas. Le rôle des syndicats n'est pas de cogérer le capitalisme mais d'élaborer la société égalitaire qui doit le remplacer. Pour garantir l'autonomie de nos syndicats, investissons-les : qu'ils soient vraiment l'expression de notre force et qu'ils servent d'outils pour coordonner nos revendications !

Les syndicats n'étant rien d'autre que la forme d'organisation collective des travailleurs, nous devons y imposer un véritable fonctionnement démocratique. C'est à nous de décider, réunis en assemblées générales, de nos actions. Imposons notre volonté au moyen de mandats précis et de mandatés révocables à tout moment par la base.

Face au plan du gouvernement, il faut un vrai pacte entre générations, que nous devons construire dans la rue, au travail, dans nos loirs... Unissons-nous pour discuter, établissons des plans pour réorganiser librement le travail, pour redistribuer les richesses... et mettons-les en œuvre.

Nous produisons tout : tout est à nous.

e
en grève

Feu patronal sur les piquets



LE MATIN DE LA GRÈVE GÉNÉRALE du vendredi 28 octobre, la Chambre du commerce et de l'industrie de Bruxelles a fait survoler en hélicoptère les accès à la capitale pour détecter les blocages routiers. Objectif déclaré: défendre les intérêts de ses membres. Mensonge: cette technique policière n'est rien d'autre qu'une nouvelle tentative d'intimidation des grévistes. La Fédération des entreprises de Belgique n'est pas en reste: elle a placé sur son site internet quelques conseils pour contrer d'éventuels piquets de grève. Position logique, dans cette lutte de classes que les patrons ont entamée.

Des avocats s'y sont mis aussi: un cabinet propose ses services aux employeurs pour les aider à faire appel à la Justice en cas de blocage de leur entreprise. Entre bourgeois, on se comprend. Allez, c'est pas demain la veille que la Justice sera synonyme de justice sociale. Les patrons trouvent également un soutien du côté du gouvernement: les libéraux Rik Daems et Daniel Bacquelaine ont déposé une proposition de loi qui prévoit une sanction pénale en cas d'entrave sur les lieux de travail. Cette sanction va de 15 jours à deux ans de prison et peut être assortie ou remplacée par une amende de 50 à 300 euros! Cette mesure est d'autant plus violente que l'arbitraire du juge va y avoir la part belle: en effet, à supposer qu'on s'amuse à ce petit jeu-là, comment estimer la réalité de l'infraction, dans un cas comme un piquet de grève sans barrage? Tout bonnement, impossible... Comme quoi, ce qui est légal n'est pas forcément juste.

Lors d'une entrevue avec les syndicats, le ministre de l'Intérieur Patrick Dewael (VLD, libéraux flamands) aurait même menacé de

sortir cette proposition des oubliettes en cas de blocage de routes le 28 octobre. Énorme! De quoi parle-t-on au ministère de l'Intérieur, d'une insurrection ou d'une opposition paisible des travailleurs? Et, bien entendu, les socialistes de gouvernement ne bronchent pas pour défendre le droit de grève. Ce silence vaut complicité.

Dans cette situation caricaturale, c'est limpide: primo, patrons et syndicats ne sont pas des « partenaires sociaux » mais des adversaires économiques; secundo, l'État n'est pas l'« émanation de la volonté du peuple » mais un adversaire politique. Pourtant, dans ce pays démocratique, il n'est (jusqu'à preuve du contraire) pas interdit de convaincre les travailleurs d'une entreprise de ne pas bosser. Et c'est bien là tout l'intérêt d'un piquet de grève: élargir le mouvement social par le dialogue, construire la solidarité. Menacer d'interdiction la tenue de piquets, c'est supprimer la visibilité de la grève, c'est tenter d'étouffer la voix des syndicalistes, c'est faire un bond de cent ans en arrière!

Le patronat prétend défendre le droit au travail. Ce qu'il tente en réalité d'imposer en brisant nos piquets, c'est l'obligation de travailler: jusqu'à 60 ans et au-delà si nécessaire. À propos du droit au travail, les grévistes se sont aussi croisés les bras pour dénoncer la situation précaire des 600 000 chômeurs. Les réactions de l'État et du patronat prouvent assez l'efficacité des piquets de grève comme moyen de pression. Continuons-les! Le dialogue aux piquets reste le meilleur outil d'un changement social en profondeur. Soyons confiants dans nos droits et restons vigilants.

H.

FranceSoir

La lente dérive d'un titre mythique

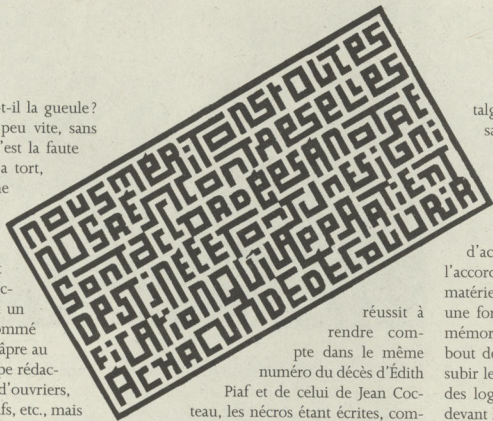
POURQUOI UN JOURNAL se casse-t-il la gueule?

Un esprit malveillant dira un peu vite, sans réfléchir et méchamment: « C'est la faute aux ouvriers du Livre! » Qui a tort, qui a raison? La polémique ne sera jamais réglée; de toute façon, il est trop tard, le mal est fait.

Un journal classique, c'est une entreprise complexe, le directeur est soit un journaliste, soit un gestionnaire, soit un gérant nommé par un conseil d'administration âpre au gain; un journal, c'est une équipe rédactionnelle, c'est un conglomérat d'ouvriers, de professionnels, d'administratifs, etc., mais chacun n'avait qu'un but: gagner sa vie... sans la perdre. Le *France-Soir* que j'ai connu, celui de Lazareff, c'était autre chose qu'une boîte classique.

Lazareff, c'était un journaliste qui a eu la chance de n'avoir pas à compter: il décidait, et le propriétaire du journal payait (c'était l'époque des « danseuses »). Jean Prouvost, riche industriel, assura les fins de mois de *Paris-Soir* jusqu'en 1940, grâce aux profits générés par ses ouvriers.¹

En 1944, il lance *France-Soir*, et c'est le début du grand journalisme avec ses petits reportages (les chiens écrasés) et ses grandes enquêtes signées par de grands noms de la littérature, et par des baroudeurs. Un journal a besoin de lecteurs, c'est un truisme, mais il est nécessaire de plaire à une grande variété de clients: des cruciverbistes, des lecteurs fleur bleue, des turfistes, des demandeurs d'emploi, des amateurs de faits divers et de potins mondains, etc. Ajoutez à cela des éditos fleurant le populisme, d'autres flattant le pouvoir dans le sens du poil, plus la relation des événements politiques dont cette période de la IV^e République fut prolifique. (Non, je ne sème pas dans le panégyrique, j'essaie seulement de rendre compte d'une situation ponctuelle qui est de l'histoire ancienne.) Lazareff a réussi ce tour de force de ratisser large; pour cela, il s'était donné les moyens de sa politique: équipes rédactionnelles confortables, ateliers de fabrication, services techniques, tout était conçu pour suivre l'actualité « à la culotte ». Il



réussit à rendre compte dans le même numéro du décès d'Édith Piaf et de celui de Jean Cocteau, les nécros étant écrites, composées et imprimées, alors que les corps n'étaient pas encore froids. Cette rapidité a fait son succès (aidé par son petit personnel, il ne faut pas l'oublier). Mais il y a une explication à cette réussite: il n'était pas gestionnaire, on ne refusait rien à ce patron.

Le décès de Lazareff a coïncidé avec la fin des Trente Glorieuses. La période qui suivit fut marquée par une addition, une succession d'évolutions techniques, d'événements politiques, d'argent moins facile, des gestionnaires devenus patrons sans connaître le b. a. -ba du métier d'éditeur de journaux. L'arrivée de la photocomposition a tourneboulé l'esprit de nos bien-aimés patrons: ils ont cru pouvoir se passer des ouvriers du Livre, que tout allait se faire d'un claquement de doigts: la composition serait assurée par les journalistes faisant office de correcteurs-automatiques, la mise en pages figolée par des employées payées au rabais mais, dernier point de blocage, l'impression qui a encore besoin de professionnels, malgré l'arrivée de bécanes ultramodernes, silencieuses, rapides et tout et tout.

Nous aurions dû subir l'abordage de la photocomposition et nous soumettre, mais il en fut tout autrement. Une fois passé l'enthousiasme patronal qui nous promettait une modernisation « à l'américaine »: « Vous subissez, vous obéissez, je ne veux voir qu'une tête », la transition a été longue et pénible. Le premier matériel fut loué (il ne s'agissait pas d'acheter des matos déjà obsolètes avant leur livraison), il fallut former des cohortes de nos-

taliques. Pour les correcteurs, il ne s'agissait que de maîtriser un simple traitement de textes, pour les linos ce fut plus douloureux et plus complexe.

Il est impossible de quantifier le nombre d'heures de réunions (catégorielles, plénières), les constats d'accord dénoncés avant la signature de l'accord définitif. À chaque changement de matériel, la compo devait de nouveau suivre une formation, apprendre d'autres codes, les mémoriser, et nous, pauvres correcteurs en bout de chaîne de production, nous devons subir les problèmes des imprimantes usagées, des logiciels plantés et, finalement, être mis devant le fait accompli: les textes non corrigés passaient, c'était notre fin programmée. Dans le même temps se négociait l'accord de départ en préretraite, accordé par une certaine Martine Aubry, et reconduit par Balladur.

La télévision fut une ennemie implacable, elle nous piquait la pub, elle était plus rapide, gratuite, elle diffusait une information rassurante, aseptisée. Les périodiques nous prenaient aussi des clients.

En 1971, Lazareff fut contraint de licencier du personnel de la rédaction: 72 sur 423. Les techniques subirent eux aussi ces réductions qui furent de deux ordres. Certains services disparaissaient complètement (les clicheurs, les retoucheurs) avec l'arrivée de l'offset, la compo, les correcteurs, la photographie virent leur mode de fonctionnement radicalement transformé et les effectifs subirent des coupes claires, les conventions collectives et les annexes techniques, bientôt caduques, ralentirent un peu l'hémorragie, et nous permirent de discuter, de nous défendre, de retarder, d'aménager, etc., néanmoins le résultat est là: les cassettes sont vides, les correcteurs, dans un coin d'une rédaction silencieuse, ont les yeux fatigués par ces étranges lucarnes.

Daniel Fontaine

1. *Paris-Soir* appartenait au groupe Jean Prouvost-Joseph Béguin, filateurs, sucriers, qui possédaient également *Paris-Midi*, *Match*, *Marie-Claire* et *Pour vous* (in le Secret des dieux. Les financiers qui mènent le monde).

Prison hôpital

Maison d'arrêt d'Amiens: les locaux du service psychiatrique seront transformés en locaux de détention, ce qui permettra de récupérer des cellules. Les activités thérapeutiques telles que des groupes de parole ou des ateliers thérapeutiques vont s'interrompre faute de locaux pour les accueillir. Cette mesure est contraire à la loi du 18 janvier 1994 relative à la prise en charge sanitaire des détenus, dont l'objectif est de leur offrir « une qualité et une continuité de soins équivalentes à ceux offerts à l'ensemble de la population » (source: Observatoire international des prisons).

Hue aux syndicalistes

Selon le rapport annuel de la Confédération internationale des syndicats libres (CIEL), 145 personnes ont été assassinées dans le monde en 2004 en raison de leurs activités syndicales, soit 16 de plus qu'en 2003. Le rapport, qui couvre 136 pays des cinq continents, consigne également plus de 700 agressions violentes à l'encontre de syndicalistes, et près de 500 cas de menaces de mort.

Éducation et précarité

Avant la mise en place du Contrat nouvelle embauche (CNE) permettant, sur une durée d'essai de 2 ans, un licenciement sans motif déclaré des salariés, l'État employeur en milieu universitaire a depuis des années multiplié le recours aux personnels précaires et sous-payés, latoss (ingénieur, administratif, technicien, ouvrier de service et de santé) et enseignants, en toute illégalité au regard du Code du travail depuis des années.

La situation des jeunes enseignants chercheurs n'est guère plus enviable: le salaire de départ d'un maître de conférence s'élève à 1 300 euros, après un doctorat et une procédure de qualification qui relève du parcours du combattant au service des mandarins universitaires... à condition de trouver ensuite un poste.

Chaque année, nombre de maîtres de conférence, particulièrement en sciences humaines et sociales, peuplent ainsi les ANPE à défaut d'ouvertures de postes par le ministère, alors que le taux d'encadrement administratif et enseignant des étudiants dans nombre d'universités est notoirement insuffisant.

Contractuels

Depuis le 17 octobre, le collectif des non-titulaires d'Île-de-France campe jour et nuit devant le rectorat. Des milliers de non-titulaires, enseignants, TOS (techniciens et ouvriers de service) et

aides éducateurs, sont au chômage cette année. Les rectorats ont déjà fait savoir qu'ils ne réemploieraient personne dans de nombreuses disciplines. Quand ils le sont, les contractuels se voient systématiquement proposer des vacances, des travaux à la tâche sans garanties professionnelles ni protection sociale. Les perspectives de titularisation, déjà bien maigres, deviennent quasi inexistantes (suppression de postes aux différents concours, fin des concours réservés et du professionnel, licenciements nombreux en fin de stage...). Le chômage est payé avec des mois de retard, sans compter sa remise en question par les ordonnances Villepin. Le collectif réclame le réemploi immédiat de tout le personnel non titulaire, l'arrêt des vacances, le paiement immédiat des indemnités chômage, et leur titularisation sans condition.

La casse des CROUS

En cette rentrée universitaire, les conditions de vie des étudiants se sont considérablement dégradées, conséquence directe du désengagement financier de l'État dans les budgets de l'enseignement supérieur et de l'aide sociale étudiante (+4,7% pour les frais d'inscription, +6,3% pour les loyers en cité U, +2% pour la restauration). Alors que le système d'aide sociale pour les étudiants est déjà largement insuffisant pour garantir des conditions d'études et de vie décentes (100 000 étudiants vivent en dessous du seuil de pauvreté), et que la moitié des étudiants sont obligés de travailler pour pouvoir subsister, au détriment de leurs études (seulement 8% des étudiants ont accès à un logement en cité U, un étudiant sur cinq bénéficie des bourses sur critères sociaux), le projet de décentralisation des CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) va aggraver cette situation.

La poule et le mégot

Dans son édition du mardi 18 octobre, le quotidien l'Humanité exécute en une demi-page le concept de décroissance. Pour Jean-Christophe Le Diguou, signataire de l'article et secrétaire confédéral de la CGT, décroissance signifie davantage d'inégalités et d'autoritarisme. S'ensuit une manière de galimatias dans lequel on aurait du mal à déceler le moindre début d'argument. Incapables de se dépêtrer de l'idéologie productiviste, une fois encore les communistes se retrouvent confrontés à leurs propres contradictions. Le Parti communiste face à la décroissance, c'est une poule devant un mégot.

Solidarité Nord-Sud

Le séisme qui a eu lieu en Inde et au Pakistan le mois dernier aura fait, au final, 79 000 victimes et plus de 800 000 rescapés, toujours sans abri. Devant l'ampleur de la catastrophe, l'ONU avait demandé une aide de 550 millions de dollars. Une goutte d'eau dans la mer, comparée à la déferlante des dons qui avait submergé le Sud-Est asiatique, à l'époque du tsunami. Malgré l'aspect plus que raisonnable de sa requête, l'ONU est amère: seuls 20% de la somme ont été aujourd'hui versés, et des pays réputés riches, au premier rang desquels la France, n'ont pour l'heure rien versé du tout. À titre de comparaison, on rappellera que la récente réforme de l'ISF (Impôt sur la fortune) coûtera à l'État français 468 millions d'euros. Pas de doute, la solidarité Nord-Sud est en marche...

Le nucléaire tue

Lundi 7 novembre 2005 a été le premier anniversaire de la mort de Sébastien Briat survenue au cours d'une action contre le transport ferroviaire de déchets nucléaires traversant la Lorraine. Nous dénonçons avec force l'obstination du gouvernement et des groupes industriels associés à poursuivre dans la voie du nucléaire au travers de la construction de nouveaux réacteurs de type EPR et du réacteur expérimental thermonucléaire ITER.

Betterave OGM

Après une procédure de 4 ans, le tribunal de Lille a rendu son verdict dans l'affaire des onze d'Avelin (arrachage de betteraves OGM à Avelin, près de Lille). Compte tenu des peines encourues pour cet arrachage d'OGM, les onze d'Avelin s'en sortent bien. Par contre, cela peut paraître sévère par rapport aux précédents procès.

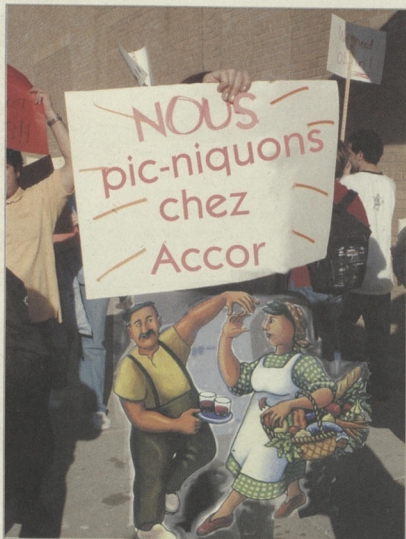
Reste que le ministère public ou la partie adverse peuvent faire appel. Bref, la lutte continue (d'autant plus que d'autres procès vont avoir lieu, le prochain en date étant celui des neuf de Guyancourt le 17 novembre)!



Bréves de combat

Accor, Arcade, etc.

Activités de la première moitié d'octobre 2005



VENDREDI 7 OCTOBRE, suite au licenciement abusif et brutal de quatre salariés stockistes, a eu lieu un rassemblement de soutien devant le Virgin des Grands Boulevards. Les militants solidaires qui s'étaient réunis devant le magasin ont ensuite pénétré dans ce temple de la conso-cul malgré la présence de vigiles déchaînés...

Peu après avait lieu le rendez-vous devant le siège d'Arcade. Le passage de M. Honneaux, dirigeant de la boîte, a été suivi des bonjours très joyeux de l'assistance. Nous compatissons avec le pauvre bougre qui perd un chantier après l'autre et dans quelques mois sera obligé par le TA de réintégrer Faty.

Ensuite, nous rendons visite à l'hôtel Mercure de la Porte de Versailles. Il y a peu de clients, mais le lieu est très passant, à cause du salon des Deux-Roues. Intérêt et solidarité des passants sont au rendez-vous.

Nous restons et pique-niquons sans incidents, suivis par le regard amusé du personnel, qui pourtant refusera de boire un coup avec nous. Même notre gâteau maison ne les stimule pas. La directrice ne daigne pas montrer le bout de son nez, malgré notre attente prolongée. Encore un hôtel qui utilise la soustraction. L'accueil n'est pourtant pas trop mauvais et nous pouvons décerner une note moyenne. Tout le personnel devait avoir les yeux rivés sur ce qui se passe au sommet du groupe le plus népotiste du monde occidental

et n'accordait pas d'importance à une banale affaire de femmes de chambre.

Samedi 8, tous les copains du collectif étaient présents à la manifestation en solidarité avec les sans-papiers, qui a sillonné les quartiers populaires du nord de Paris, de Château-Rouge jusqu'à Château-d'Eau (lieux des deux dernières rafles). Il faut souligner que, lors de la descente des flics à Château-d'Eau, a eu lieu une réaction si vive de la population présente que les flics ont été obligés de battre en retraite. Cela est

assez rare pour mériter qu'on ne l'oublie pas.

Dimanche 9, à Limay, dans les Yvelines, a eu lieu la fête des luttes organisée par SUD-Éducation et Solidaires 78 sur le thème de la répression. Faty était présente, accompagnée par des membres du collectif.

Mardi 11, dans le cadre d'une initiative appelée « Le jour des invisibles », a eu lieu, à 12h30 au théâtre Koltès à l'université de Paris-X Nanterre, une projection gratuite de *Bread and Roses*, sans Ken Loach, en VO, suivie d'un débat, organisé par SUD-Étudiants et SUD-Nettoyage. À 15h30, avait lieu un rassemblement organisé par la CNT-Nettoyage et des militants CGT du nettoyage (SUD-Rail et SUD-Nettoyage – qui pourtant étaient parmi les signataires du tract – y ont renoncé sans donner plus d'explications), devant le siège d'Arcade. Le soir, à 20h30, au cabaret La Belle Étoile, à Saint-Denis (qui abrite la compagnie Jolie Môme), le même film a été projeté en VF. Dans les deux cas, à la sortie de la salle, SUD a organisé des collectes de solidarité avec Faty.

Le soir, nous avons pu voir pour la première fois une petite vidéo (17 minutes) qui présente bien le climat de la grève d'Arcade et les initiatives de soutien à Faty. Elle sera bientôt disponible en DVD pour ceux qui voudraient en prendre connaissance.

Dans la journée, ainsi que dans la semaine, plusieurs expulsions ont eu lieu, à Paris comme à Montreuil. Parfois la mobilisa-

tion a payé, et les locataires qui avaient été virés ont pu être relogés (temporairement) sans être dispersés aux quatre coins de la région parisienne.

Jeudi 13 a eu lieu le procès d'Hicham Deha, militant lycéen, qui a obtenu la relaxe par le TGI de Paris. Au rassemblement, il y avait environ 150 personnes. Prochaine échéance: vendredi 18 novembre à 13h30, au TGI de Paris, pour le procès d'appel à Samuel Morville, condamné en première instance. Plus d'infos sur le site: <http://www.soutienlyceens-injustementpreimes.org>

Vendredi 14 avait lieu à Montreuil un repas pour fêter la victoire des expulsés. C'est pourquoi le collectif s'est rendu à l'hôtel Ibis de la Porte de Bagnolet où nous avons eu droit à un accueil des plus courtois du personnel. Nous avons donc eu droit à quelques contrôles d'identité mais aussi l'honneur de la présence du chef du secteur qui avait l'air de passer dans les environs. Comme d'habitude tout s'est passé dans la plus grande courtoisie, avec force explications sur les raisons qui nous amenaient sur les lieux et une curiosité évidente de la part des bleus pour nos formes d'action. Une curiosité encore plus forte – accompagnée par des manifestations de solidarité – a été manifestée par les nombreux clients espagnols, argentins, chiliens, au point que nous avons épuisé nos tracts en leur langue. Des Italiens nous ont souhaité bon courage. Un car entier de Russes – étonnés d'être reçus avec de la prose en cyrillique – a bénéficié de nos nouveaux tracts. La soirée a donc été profitable d'un point de vue international. Nous avons tout de même appris que c'est bien Sin et Stes, autre boîte de sous-traitance, qui s'occupe du nettoyage des chambres. Encore un hôtel à internaliser, donc.

Solidarité financière. Nous avons reçu à l'adresse de ADC plusieurs chèques de solidarité en provenance de Annecy, Dampierre, Montbéliard, Paris, Villenoy, pour un total de 270 euros qui ont été transmis à Faty. Un grand merci de sa part...

Contact : fatysolidarite@hotmail.com
À suivre...

Zurich

Shantytown, un bidonville



Fritz Peng

ZURICH EST BIEN CONNUE comme la ville des banques et des assurances, propre et soumise à l'esprit sévère du réformateur protestant Zwingli. Mais, dès les années 80, on connaît aussi une Zurich sale et sauvage: celle de la jeunesse agitée, des squats, des drogues, de la culture alternative et des fêtes non autorisées. Vingt-cinq ans après que Zurich a brûlé lors d'émeutes d'une jeunesse en colère, leurs petites victoires de liberté sont à nouveau en danger – raison pour laquelle on a construit en juillet 2005 un bidonville comme zone libérée pendant quatre jours.

L'héritage de 1980¹ est bien géré aujourd'hui: il existe une maison des jeunes et la Rote Fabrik comme lieu de la culture alternative, subventionnée par l'État. La plupart des anciens organisateurs des fêtes non autorisées (un réseau né dans le mouvement) sont maintenant dans le business des boîtes de nuit, devenu un secteur important de l'économie zurichoise. La Street Parade, presque interdite dans les années 90, est maintenant la plus grande parade de techno, et l'office de tourisme lui fait de la publicité. La plus grande scène ouverte d'héroïne d'Europe, le needlepark, a été dispersée en 1995 par une double stratégie de répression, d'une part, et, d'autre part, par la distribution sous contrôle de méthadone et d'héroïne.

Donc tout serait tranquille à Zurich? Des signes indiquent plutôt le retour d'une ère glacière. Par exemple en ce qui concerne les squats: le compromis bien établi était que les

squatters pouvaient rester dans les maisons vides quand il n'y avait pas de projet de construction, souvent avec un contrat d'usage avec le propriétaire, mais qu'ils devaient partir sans bagarre le jour où commençaient la rénovation ou la démolition de la maison. Les maisons vides sont devenues rares, et les autorités moins coulantes: l'équipe du squat « Exil » a été expulsée de chaque maison occupée, et ceci à neuf reprises; tout ce qui lui reste maintenant, c'est une wagenburg² en banlieue. Ce printemps, deux endroits où avaient eu lieu pendant longtemps des fêtes non autorisées très fréquentées, pour leur bas prix et leur programmation expérimentale, ont été fermés par la police. Maintenant, il ne reste plus que deux squats qui offrent un programme culturel.

Pour ce qui est des manif non autorisées, une stratégie de « tolérance zéro » s'est mise en place suite aux mobilisations contre le Forum économique mondial (WEF) de Davos, chaque année à la fin janvier. Un seul exemple: une grand manif « Reclaim the streets » bien festive et pacifique a été attaquée par la police, avec gaz lacrymo et balles de caoutchouc en 2003.

Dans la sphère législative, une nouvelle dimension de la répression est en préparation. Comme cela a déjà été introduit à Berne et dans d'autres villes, à Zurich un nouvel article de loi sur la police est proposé aujourd'hui: selon le principe du « périmètre d'exclusion », il permet à la police d'interdire à une





personne qu'elle considère comme dangereuse pour la sécurité publique le séjour dans un périmètre défini pendant une période spécifiée, sous menace d'amende. La proposition zurichoise va encore plus loin : elle s'en prend aussi à des personnes dont le comportement fait peur ou crée du scandale. C'est une attaque ouverte à la liberté de circulation et une invitation à la police de discriminer n'importe quelle personne qui ne suit pas l'image d'une ville bien propre.

Voilà donc le contexte et les motivations qui ont conduit à la construction de Shantytown, bidonville en anglais, idée qui a été lancée par un réseau de squatters et des initiateurs de culture alternative, déjà actif à l'occasion du « Reclaim the streets ». Les préparatifs se sont faits en toute clandestinité – la seule mobilisation consistait en autocollants et affiches portant le mot « Shantytown », sans aucune date, lieu ou explication –, simplement de bouche à oreille.

Le vendredi 29 juillet, à 16h15, une centaine de personnes à la terrasse d'un café se lèvent et commencent à transporter du matériel de construction, déposé à proximité, sur une bande de terrain vague au bord de la rivière, situé entre la Bourse et la rédaction du *TagesAnzeiger*, le plus grand journal zurichois. Des voitures arrivent, amenant des générateurs, des balles de paille, etc. Le matériel en place, notre équipe commence la construction d'une tour de garde en trépied, avec des troncs de dix mètres, au centre de la rivière. D'autres équipes construisent, entre autres, une scène de concerts, un tente techno et une église hiphop, un grand bar, une tente pour la rédaction du journal *Shantypress* et une deuxième tour de dix mètres avec cuisine. Après une heure, la base est déjà en place. Plus tard, il y aura aussi une station radio locale, un bureau de poste, un bar à vin et à whisky, un bistrot japonais, une tente d'amour, un élevage de poules, des ateliers de sérigraphie et de couture. Beaucoup de gens s'engagent spontanément, comme cet ingénieur qui bricole une turbine pour convertir notre tour en symbole d'autosuffisance énergétique. Notre ville est

une zone autonome temporaire, un champ d'expérimentation et l'illustration d'une société différente possible.

La police et les autorités de la ville ont été bien surprises : personne ne savait rien, personne n'était prêt à intervenir. Donc, ils entrent en négociation. Pour des raisons de sécurité, ils veulent qu'on se déplace dans un parc loin du centre, parce que la zone peut être inondée quand il pleut beaucoup. Pour nous, ce n'est pas une option envisageable. Le soir, on fixe un compromis : la tour dans la rivière ne sera pas habitée, on restera seulement jusqu'à mardi prochain, l'endroit sera bien nettoyé. On n'avait jamais voulu rester plus longtemps!

Cette tolérance avait des raisons plutôt pragmatiques : avec un nombre de policiers réduit à cause des vacances et des hautes tensions autour de la mobilisation de l'extrême droite pour la fête nationale le mardi en Suisse centrale et la contre-manif des antifascistes³, les autorités ne voulaient pas risquer d'augmenter la colère. « On ne peut pas risquer une émeute si près de la fête nationale », et « On sait bien qu'il y a des gens violents parmi vous », annonçait le négociateur de la ville.



Donc, la fête pouvait commencer! Informée par les distributeurs de courriels et SMS, notre ville se remplit jusque dans tous les coins. Sans contrôle d'entrée, avec la bière pression à deux francs, c'est la fête chaque soir. Pendant la journée, il y a des familles et des retraités qui viennent se promener. Jusqu'au lundi soir, on estime à 10 000 le nombre des personnes qui sont passées par Shantytown.

Le groupe médias fait un bon travail, avec une conférence de presse, des communiqués et des interviews qui expliquent nos objectifs politiques. On a une grande présence dans la presse, évidemment très impressionnée. Le *TagesAnzeiger* cite le commentateur déjà légendaire d'un banquier, observant la construction : « Très efficace, pour des Chaoten ». Les autorités soulignent que la tolérance ne préjuge en rien de l'avenir...

Le mardi, dans un ultime effort, Shantytown est démolie et le terrain nettoyé. Seule reste notre tour dans l'eau, avec des banderoles qui appellent nos revendications principales : « Oui aux espaces libres, non aux interdictions de circuler ». Les déchets sont déposés dans les parages, prêts à être emportés par la voirie municipale, qui commence à détruire la tour immédiatement après notre départ. Il reste un slogan peint sur un mur : « Belle Zurich, reste sale! », qui sera enlevé deux semaines plus tard.

Les problèmes se sont limités à une facture de 4 000 francs (2 700 euros) pour le débarras des déchets, que la municipalité veut réclamer à nos négociateurs, et quelques bagarres avec des visiteurs.

Pour la prochaine fois, il faudra une meilleure séparation entre les zones de fête et celles de calme. On a aussi discuté comment pouvoir mieux intégrer les visiteurs, pour leur montrer clairement l'objectif politique, et pas seulement servir d'extension au spectacle de consommation à bas prix. La question de la sécurité a elle aussi été discutée : faudra-t-il un groupe de sécurité spécialisé, ou vaut-il mieux (comme on l'a fait) que chacun fasse attention? Mais, pour finir, c'était un grand succès pour tous.

Qu'est-ce qu'on a gagné? Beaucoup de sympathie auprès du public, et de la confiance entre les différents groupes et individus qui ont participé à l'aventure. Mais aussi une forme d'action directe redécouverte, avec un grand potentiel. Donc, une bonne base pour des activités futures.

E.P.

1. Année des mouvements de jeunes qui mirent la ville sens dessus dessous.

2. Wagenburg : village de roulottes et de caravanes.

3. Le 1^{er} août, jour de la fête nationale célébrée dans un lieu traditionnel de Suisse centrale, de jeunes nazis font depuis quelques années une manifestation bruyante et hostile. Les « antifa » manifestent cependant dans une ville des environs.

4. « Chaoten », qualificatif attribué par la presse et le grand public aux jeunes « semeurs de chaos ».

Devenir riche ?

Fastoche !



Jacques Langlois

CE N'EST PAS DUR, à part la nécessité soit d'hériter, soit de disposer d'un réseau d'apporteurs de capitaux. Après, ça roule; c'est facile de faire fructifier l'apport initial à condition d'être individualiste, amoral, opportuniste, matérialiste, en un mot: un salaud. Celui-ci répondra qu'il y est forcé par le système et sa logique, mais c'est ce qui a déjà été dit par la défense au procès de Nuremberg! C'est du reste ce qui est requis par le libéralisme au nom d'une anthropologie qui fait de l'être (de tout être) une créature calculatrice, solipsiste, égoïste préférant les choses et l'argent aux êtres et aux relations. Pas besoin de sortir de polytechnique, c'est fastoche. Il faut:

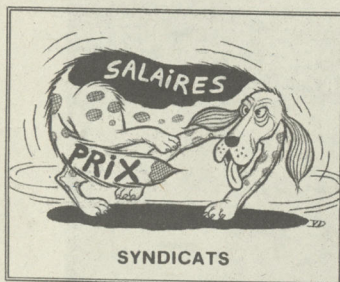
1. Diminuer les coûts, les frais, les dépenses. On peut augmenter les horaires à salaire constant, faire travailler la nuit, les jours fériés ou chômés, diminuer les salaires en remplaçant des vieux par des jeunes de moins de 26 ans, employer des stagiaires non rémunérés à la place d'employés, délocaliser en Chine ou en Inde, partout où le travail est payé avec une fronde, l'environnement négligé, les lois sociales inexistantes, etc. On peut réduire la médecine du travail à rien ou presque (n'est-ce pas Galouzeau?), les investissements de sécurité et de conditions de travail. On peut se servir encore de l'amiante, des CFC, des glycols, des OGM, etc.

Bref, déjà il suffit de pressurer au maximum les travailleurs, de préférence progressivement pour que ce ne soit pas trop voyant et brutal. Évidemment, on ne paiera pas les

heures supplémentaires, on demandera au salarié d'amener ses outils de travail tant que faire se peut. Les stocks seront gérés à flux tendus et *a minima*. Les fournisseurs seront rançonnés, par exemple avec les marges-arrière propulsées dans la grande distribution (elles font reporter sur le fournisseur les frais de publicité, de présentation, d'animation, de mise en gondole, etc.). Les clients doivent payer tout de suite, mais les producteurs seront payés à 90 jours fin de mois. On alléchera les clients avec des cartes de crédit revolving à 17 % de taux d'intérêt. On externalisera les activités de service en s'adressant au mieux disant, lequel fera suer le burnous à des employés dont le donneur d'ordre n'a pas à s'occuper à aucun point de vue. On reviendra au bon vieux travail à domicile grâce au télétravail. On fera appel à des sous-traitants de sous-traitants utilisant des travailleurs au noir. On ira se fournir à l'étranger dans les sweatshops du tiers-monde pour les produits manufacturés mais aussi pour l'alimentation et les fruits et légumes. On fera appel aux transporteurs les moins-disants du marché (dont les routiers de l'Est ou d'Espagne), aux pavillons de complaisance (propriété grecque, immatriculation aux Bahamas, capitaine roumain et équipage sri-lankais).

On mettra ainsi tout le monde en concurrence pour tirer les prix.

Tout cela permet de mettre dans sa poche une marge supplémentaire et, en faisant très légèrement baisser les prix, de ne pas trop



diminuer le pouvoir d'achat à salaires réduits. Remarquez que les syndicats et les patrons ou le gouvernement font la même erreur symétrique pour parler du pouvoir d'achat: les uns disent: « Il augmente car les prix baissent », les autres disent: « Il diminue parce que les salaires stagnent avec 2 % d'inflation. »

Le pouvoir d'achat est une différence entre les prix et les salaires nets. Veuillez tenir les deux bouts de la corde, bande de menteurs. On mettra le siège social de l'entreprise dans un paradis fiscal et on facturera ses propres usines de telle façon qu'elles ne dégagent aucun bénéfice dans les pays encore fiscalisés. On mettra son fric en Suisse ou au Luxembourg. On jouera en permanence sur les différences de coût de main-d'œuvre, de taxes fiscales, de législation sociale, de niveau de protection de l'environnement y compris en Europe où le TCE (traité constitutionnel européen) avait pris grand soin d'interdire toute harmonisation. On mettra donc en concurrence non seulement les individus mais surtout les pays. Tiens donc, pourquoi ai-je utilisé le futur? On y est déjà. J'ai dû me prendre pour un nouvel entrepreneur.

2. Dans le long terme, on remplacera des salaires garantis (ou des retraites) par des rémunérations variables et aléatoires et des retraites par capitalisation boursière. (Que vaudra la bourse quarante ans après avoir commencé de cotiser?) On substituera aux assurances collectives payées partiellement par les patrons des assurances purement individuelles au nom de la responsabilité et de la prise de risque.

Le gouvernement veillera à continuer d'annuler toutes les cotisations sociales des patrons (on en est déjà presque là avec le seuil de 1,6 fois le Smic), à supprimer la taxe professionnelle, à diminuer l'impôt sur les sociétés. On cassera le droit du travail pour soumettre les salariés aux diktats des employeurs.

De façon générale, il suffira de reporter tous les risques (emploi, salaire, protection sociale, retraite, accident) sur le salariat et tous les impôts sur les seuls cochons de payants. Cela, ça dépend du gouvernement, socialiste ou non, et c'est en cours depuis le tournant de la rigueur en 1983. Cela n'empêchera pas le patron d'user de toutes les autres ficelles que j'ai signalées pour diminuer tous les frais.

3. Éliminer la concurrence. Contrairement aux saintes écritures libérales, le capitaliste ne recherche pas la concurrence, mais le monopole. Les façons d'y parvenir sont multiples et toutes bêtes. Il y a déjà les vieux trusts, cartels, ententes de prix ou de quotas de marché. Les autorités de contrôle, toujours sous-dimensionnées, arrivent toujours, comme les carabiniers, après la bataille (voir la récente faillite frauduleuse de REFCO aux États-Unis alors qu'une loi récente édictée après l'affaire ENRON avait prétendument rendu la chose impossible).

Il y a l'innovation, qui consiste généralement à ajouter une poudre de perlin pin pin (cas de la pharmacie), un design, un « packaging », un zeste en plus (cas de la distribution) pour faire croire qu'il s'agit d'une nouveauté. Parallèlement,

la publicité veillera à diffuser cette croyance, à propulser la mode, le gadget, l'éphémère. La pub a aussi pour mission principale de pousser à consommer de l'inutile, de l'accessoire, de l'individuel. Car le drame du capital est de trouver des consommateurs solvables alors que les besoins réels sont vite saturés.

Le colonialisme fut une première réponse pour accroître les débouchés. C'est devenu obsolète. Le problème est que les moyens de production sont devenus infiniment performants et que pour les rentabiliser il faut trouver des clients friqués et crédules.

On peut aussi jouer sur le logo, la marque, ce qui revient à flatter les egos narcissiques et surdimensionnés des gens qui cherchent à se distinguer, non par leur être, mais par leur avoir et leur consommation ostentatoire. Ce qui ne manque pas de susciter la jalousie et inaugure une contradiction fondamentale du capital: promettre sans pouvoir permettre la réalisation de leurs désirs imitatifs et panurgiques aux masses désargentées.

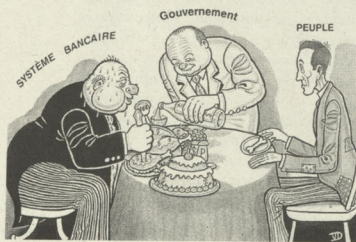
Cette contradiction conduira aux effets destructeurs de l'envie. Il y a la corruption, les dessous-de-table, les enveloppes notamment pour les politiciens qui détiennent les marchés publics (c'est pour cette raison que le gouvernement chiracien a fait diminuer les seuils obligeant à un appel d'offre dans les marchés publics).

La contradiction fondamentale du capitalisme articule aujourd'hui plusieurs dimensions qui poussent au monopole. Le premier élément est la stagnation de la demande solvable. Le deuxième est l'immense productivité des moyens modernes de production. Le troisième est que ces moyens sont désormais dans le registre des rendements croissants (alors que les prétendues lois de l'économie libérale reposent sur des rendements décroissants).

Prenons des exemples. Un réseau (par exemple autoroutier, que Galouzeau va privatiser nettement en dessous de son prix réel) est par construction dans l'univers des rendements croissants car, une fois construit, plus il y a de flux d'utilisateurs plus il est rentable. En effet, le coût unitaire d'un passage sur le réseau ne cesse de diminuer car l'investissement de base est à diviser par le nombre d'utilisateurs. Il faut donc pousser à l'usage du réseau et monopoliser la clientèle ou piquer celle des autres opérateurs pour qu'elle vienne sur le réseau à visée monopoliste. D'où les concentrations, les OPA, les OPE, les fusions qui visent toutes à monopoliser le marché afin de profiter des avantages des rendements croissants.

Il y a aussi les « économies d'échelle »: on peut standardiser en absorbant le concurrent, on peut faire foisonner les moyens communs de gestion, de marketing, de recherche, etc.

Autre exemple. Ce qui coûte dans un DVD, un film, c'est l'investissement de départ. La production ne compte guère plus que pour entre 5 et 10 % du prix et, plus on en vend plus on amortit. Ce qui là encore pousse à monopoliser le marché. Les produits étatsuniens, disposant d'un sabir international et déjà amortis sur l'immense mar-



ché anglo-saxon, disposent ainsi d'un avantage compétitif indéniable car ils peuvent être vendus à prix coûtant ou presque à l'étranger.

4. Mettre les progrès de productivité dans sa poche. La première réaction d'un capitaliste est de faire suer le burnous, c'est-à-dire d'utiliser un mode de production intensif (en pressurant la main-d'œuvre au lieu d'investir dans les machines ou l'organisation ou les procédures), d'où l'appel actuel aux sweat-shops.

Où sont les différentiels positifs et massifs d'accroissement de la productivité? En Chine et en Inde car ce sont des pays qui disposent déjà du nec plus ultra des techniques de production sur les produits de base (en attendant pour les plus sophistiqués), d'une main-d'œuvre compétente et sous-payée, d'aucune contrainte sociale ou environnementale.

D'ores et déjà, il n'y a plus besoin de délocaliser la production de l'Occident. Il suffit d'acheter aux producteurs de ce genre de pays, ce qui évidemment fera disparaître la production correspondante en Occident. Et le fer de lance de l'empochement des progrès de productivité, ce sont les distributeurs et les acheteurs: ils trouvent, par mise en concurrence des PVD (pays en voie de développement), toujours moins cher. Cela leur permet de faire semblant de baisser les prix dans les supermarchés et d'empocher le différentiel de prix et de productivité.

Car, nous y trompons pas, la productivité de quelques pays « orientaux » vaut largement celle des usines occidentales, et les charges en tout genre y sont très inférieures. Tant mieux. Car l'on ne voit pas pourquoi le prolo de l'Occident sans qualification, espèce de Bof, vivrait mieux que les Asiatiques ou autres.

C'est le seul avantage de la compétition commerciale: à très long terme, elle finit par égaliser les conditions. Évidemment, le capital productif encore confiné en Europe fait tout pour survivre (par les moyens que l'on a vus): Peine perdue car ce qui compte aujourd'hui c'est le capital financier, qui est totalement apatride et dont la logique de rentabilité sans cesse croissante fait fi des frontières.

La lutte contre le capital mondial ne saurait donc être économique. Elle est politique et repose sur la négociation entre pays de façon à ménager des transitions pour éviter que le salariat occidental ne sombre dans la misère brutalement ou à long terme.

La politique consiste, par exemple et à court terme, à élever les droits de douane, droits de douane sociaux, environnementaux, fiscaux, etc., mais à les reverser au PVD pour qu'ils puissent accentuer leur développement.

À long terme, la politique consiste à tout faire pour supprimer ce système absurde qui accumule incessamment sans se préoccuper des nuisances, de la nature, des êtres humains, des sociétés, qui ne valorise que l'argent et dont la logique est automatique.

La politique consiste à réhabiliter tout ce qui fait l'humain et le social contre l'économique et le financier.

J. L.

Science et engagement social

Élisée Reclus (1830-1905) et la géographie de la liberté

LA TRAJECTOIRE VITALE ET INTELLECTUELLE d'Élisée Reclus traverse presque tout le XIX^e siècle: de 1830, année de sa naissance à Sainte-Poy-La-Grande, dans le sud-ouest de la France, jusqu'en 1905, année de sa mort en Belgique.

Il a construit sa vie et son œuvre à contre-courant des modes et des pouvoirs constitués. En particulier, il développe son travail de géographe en dehors du champ universitaire français. Avec son ami, et géographe lui-même, Pierre Kropotkine, il va devenir un des plus importants théoriciens du mouvement anarchiste de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e. Sa critique portera tout autant sur le pouvoir institué de l'État que sur l'exploitation sociale du capitalisme.

Son œuvre écrite, énorme, monumentale, reflète parfaitement son évolution personnelle. L'amour et l'admiration passionnée de la nature l'amènent à consacrer ses premiers écrits à la géographie physique: ce sera *la Terre* (1868-1869). Dans sa deuxième grande œuvre, la *Nouvelle Géographie universelle* (1875-1893), son amour fraternel des êtres humains lui fait préférer la géographie sociale à son intérêt initial pour la géographie physique. Ce n'est pas par hasard que le sous-titre de cette œuvre est « la Terre et les hommes ». Son dernier ouvrage, *l'Homme et la Terre* (1905), referme le cercle et installe l'être humain au cœur de la géographie. Cette œuvre fondamentale de la géographie contemporaine constitue son apport le plus personnel où se fondent dans un tout harmonieux les conceptions du penseur libertaire et celles du géographe évolutionniste.

Malgré l'importance de son travail, son influence dans chacun de ces deux champs a été très inégale. Écartée d'emblée de la géographie institutionnelle, son œuvre de géographe sombre dans l'oubli après sa mort et elle ne sera récupérée par la géographie universitaire que dans le courant des années 1970, par des géographes français et anglo-saxons. Par contre, son influence en tant qu'anarchiste n'a jamais complètement disparu, en particulier dans le monde libertaire espagnol et catalan. Ses ouvrages ont été publiés sous forme de livres, dans la presse ouvrière et dans de nombreuses publications périodiques jusqu'à la fin de la guerre civile.

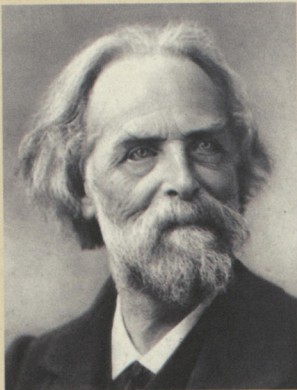
Cent ans après sa mort et pour rendre hommage à son œuvre, la Société catalane de géographie, la Résidence de chercheurs du CSIC et l'Athénée encyclopédique populaire ont organisé ce petit cycle de conférences:

Mercredi 2 novembre. Maria Teresa Vicente Mosquete, professeur titulaire de géographie humaine de l'université de Salammanque: « Élisée Reclus: engagement social et liberté scientifique du XIX^e siècle pour le XX^e »

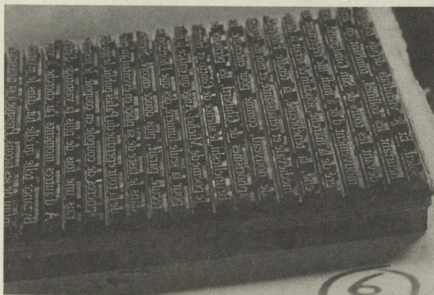
Mercredi 16 novembre. Eduard Masjoan, docteur en histoire économique, chercheur au Centre d'études historiques internationales de l'université de Barcelone: « Élisée Reclus et la nouvelle culture de la nature dans les milieux ouvriers de 1900 à 1936. »

Mercredi 23 novembre. Philippe Pelletier, professeur de géographie à l'université Lyon-II: « Orient-Occident, la grande séparation vue par Élisée Reclus. »

Mercredi 30 novembre. Alvaro Giron, chercheur au département d'histoire de la science, CSIC, Barcelone: « Élisée Reclus et Pierre Kropotkine: amitié, science et anarchie. »



À l'ancienne



ÊTRE PATRON est décidément un métier à haut risque. Témoins, les événements qui se sont déroulés dans les environs de Douai il y a quelques jours. Le toujours sautillant patron de l'Imprimerie Nationale a en effet été l'objet d'une réappropriation prolétarienne contre son gré. En clair : il a été séquestré. Eh oui ! à l'ancienne, poitrine contre poitrine, et cette fois-ci il a moins fait le fier.

Et l'origine de ce conflit tient dans le fait que l'État bafoue une fois encore ses propres lois. L'Imprimerie Nationale détient le privilège légal de la réalisation, entre autres, des passeports, et les nouvelles normes ultra sécuritaires ont imposé un nouvel appel d'offres qui n'aurait jamais dû exister. Biométrie, électronique, sécurisation, autant de nouvelles technologies qui ont été confiées à un fabricant privé.

Légitime colère des salariés qui, non contents d'essayer deux plans sociaux en deux ans, se voient ainsi privés d'un carnet de commandes important. Incompétence, laisser-faire, indifférence ou volonté délibérée de saborder l'imprimerie, autant de bonnes raisons, ou de bons motifs, pour que la sanction des ouvriers du Livre soit à la mesure de ce qu'ils subissent une fois encore. La disparition de la confection des passeports est une menace mortelle pour le site, dont les activités de logistique et de vente par correspondance des imprimés administratifs ont été filialisées, découpées en rondelles et vendues avec le personnel qui n'avait guère le choix.

Mais un bonheur ne vient jamais seul. C'est tout à fait opportunément qu'un trafic de cartes grises, également imprimées à l'Imprimerie Nationale, a été découvert et que certains salariés ont été perquisitionnés à leur domicile et dans leurs ateliers. Le hasard fait décidément bien les choses, puisque les journalistes avaient été prévenus de l'arrivée des flics avant tout le monde. Après le coup de couteau dans le dos, la balle dans la nuque, tirait justement un tract de la CGT. On voudrait liquider les emplois dans le Nord qu'on ne s'y prendrait pas autrement. C'est la même tactique qu'à la SNCM où des salariés en lutte se font prendre les doigts dans le pot de confiture au plus mauvais moment. Encore que dans les deux cas, rien ne permet d'affirmer que c'est vrai.

Terribles épreuves pour ce PDG qui n'échappe pas à son destin, comme il l'a finement dit. Les centaines de salariés licenciés au milieu de cette année non plus n'y ont pas échappé.

Loïc Lenoir

Quand l'autruche éternue...

Poulet cru, poulet cuit

« Je n'emploie jamais de mots crus. Je suis quelqu'un de plutôt bien élevé. » Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur.

Les éleveurs de Loué confirment cependant nos doutes : un poulet bien élevé ne saurait tenir les propos de Sarko, ces derniers temps. Certains vont même plus loin, et affirment que ce poulet-là n'est rien d'autre qu'un petit coq. Nourri aux vers, sûrement.

Pu rien

« Pour la première fois j'ai eu des emmerdes personnelles. Ma voiture a été incendiée. C'est du jamais vu ! » Mothron, maire (UMP) d'Argenteuil.

Avant, la « racaille » ne s'en prenait qu'aux R5 des prolos, maintenant ils s'en vont cramer la Velsatis de monsieur le maire... Comme dit Robert du bistrot, ces jeunes-là respectent rien. Pu rien.

Des liens

« L'accident dramatique qui a coûté la vie à deux jeunes aura eu pour conséquence de renforcer les liens sociaux. » Dilain, maire (PS) de Clichy-sous-Bois.

Oui, on peut voir la chose comme ça... liens sociaux renforcés entre les CRS et les jeunes des quartiers, coups de tonfa dans les jambes et tirs à balles réelles. Par ailleurs, liens renforcés, et c'était un peu le but, entre les électeurs FN et le fauteur de troubles Sarkozy, Nicolas, ministre de l'Intérieur. On peut compter sur le ministre pour continuer de renforcer ces liens-là.

Des chances

« L'ensemble du gouvernement agit pour faire de l'égalité des chances une réalité dans notre pays. » De Villepin.

Ah, parce que l'égalité des chances n'était jusqu'à présent, dans notre pays, qu'un rêve ? On nous aurait donc menti durant toutes ces années ? Franchement, on n'ose y croire.

De Jospin

« Je suis extrêmement respectueux des phénomènes religieux. »

Quand, le 21 avril, saint François m'a dit va, quitte ta défroque et part à la conquête de Ré, en vérité je vous le dis j'ai suivi son conseil. Maintenant Saint-Casimir-de-l'Île-aux-Enfants m'intime l'ordre d'aller foutre ma merde au Mans. En vérité je vous le dis, je m'y empresse. Amen.

De les étrangers

« Je ne m'opposerai pas à ce que les étrangers qui résident sur le sol français depuis au moins dix ans, qui travaillent, qui paient des impôts, puissent voter aux élections locales. » Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur.

Si ces étrangers-là avaient par ailleurs le bon goût d'être français, ce serait parfait. Mais on peut rien leur demander, tout de suite ils se vexent...

Du ferme

« Il faut que la loi s'applique fermement et dans un esprit de dialogue et de fermeté. » Chirac.

Le président de tous les Français est pour tous les dialogues entre tous les Français. Mais ferme, alors, les dialogues. Et idem, les Français.

Une pique

« J'ai cette particularité d'avoir une tête reconnue par la population. » Françoise de Panafieu, UMP.

Pour en être certain, encore faut-il attendre qu'on la trimballe au bout d'une pique.

Frédo Ladrissse

(sources : Europe 1, France 2, Libération, le Parisien)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Chroniques au noir

Roger Dadoun

TACHES NOIRES, en cette sombre année 2005, qui font éclaboussures dans notre champ de vision et le spectre de notre belle âme, laquelle virant au noir, blémit au laid soleil noir de la mélancolie. Nous ne parlons pas ici du nauséux et glorieux or noir qui, bile visqueuse extorquée aux entrailles de la terre et des océans, irrigue royalement les artères des multinationales en veine de fabuleux profits, et brille en veau d'or au fronton de toutes les Bourses, et roule pimpant et polluant carrosse sur toutes les routes du monde, sous la colère noire d'automobilistes pressurés ex-haussés. (parallélisme poétique dada entre flambée des prix dans la réalité et flambée de métaphores dans le texte). Sachant que, à entendre les lamentations politiquement correctes, l'ethnie française, élégamment hexagonale ou vulgairement, franchouillarde, se goberge à gogo dans la morosité et le pipaul, on se contentera de n'évoquer ici, traités au noir et en mémoire, que l'eau et le feu, ainsi que, pour une chute crad, un noirâtre ouvrage qui tire à boulets rouges sur le continent rouge et noir (anarchie) de la psychanalyse.

Inondés et déterrés

Tous ces visages noirs surgis des eaux qui inondent La Nouvelle-Orléans ou fuyant flammes et fumées qui dévastent de crasses édifices parisiens ont soudain droit à un subit et compassionnel accueil sur les écrans de télévision – mais attention, il faut regarder vite, car tout est déjà... fondu au noir. Notre mémoire se tourne vers un recueil de nouvelles de l'écrivain noir américain Richard Wright, *Huit hommes* (1961), dont j'avais souligné en son temps la cruauté lucide dans *Jeune Afrique*. Mise en scène de huit hommes noirs confrontés au racisme et tentant, par divers moyens, de survivre dignement. L'un d'eux en vient à endosser les vêtements de sa femme pour pouvoir travailler comme femme de ménage – et se retrouve piégé lorsque le patron blanc, quoique (ou parce que) raciste, se révèle amateur de chair noire. Mais le plus significatif, pour nous aujourd'hui, des huit impressionnants récits de Wright pourrait bien être celui du Noir homme de ménage dans un hôpital; il vient de briquer les escaliers lorsque des Blancs, médecins je crois, descendant les marches, y laissent les traces de leurs écrase-merde – ce qui oblige le « technicien de surface » à remettre ça. Mauvaiseté de leur part? Même pas. Tout simplement, ils ne regardent, ne prennent pas garde; et le Noir, effaré, se rend compte de ceci: les Blancs ne le voient pas!



Voyez-vous ça: ils ont des yeux et ne voient pas – c'est parole d'évangile! Ou, mieux, parole de cinéaste: *Eyes wide shut*, dernier film de Stanley Kubrick, quasi testamentaire: « Yeux largement... fermés »! Les milliers de Noirs américains que l'on a vus (les caméras les suivaient à la trace, le plus souvent de dos, obésités incluses) fuyant l'ouragan et l'inondation – on peut dire que, jusqu'à présent, on ne les voyait pas. Majorité de la population, ils demeuraient comme terrés dans leur maison, quartier, ghetto. Ce n'est donc pas seulement racisme ordinaire, esprit bureaucratique, mesquin calcul et incompétence qui empêchèrent les officiels d'intervenir – c'est simplement que ces citoyens noirs, on ne les voyait pas en vérité (« effet vérité » que nous révèle, très tenu encore, la télévision).

Inondés et déterrés, les sinistres noirs (saupoudrés de quelques Blancs, à dose homéopathique) accèdent à la scène médiatique: belle aubaine – l'inondation offre sur plateau d'argent un vrai film noir. Alors, la machine américaine d'intervention et d'assistance se met en marche, en ordre de marche – militaire. Armés comme au combat, les soldats ratissent. Ce qui est ainsi privilégié, crûment, par-delà nécessités et risques réels, c'est l'image de la population noire plus comme classe dangereuse que comme communauté en danger – pillards et armes embusqués. Toute pudeur noyée « dans le flot sans honneur de quelque noir mélange » (Mallarmé, « Tombeau d'Edgar Poë »), on fait donner des GIs frais émoulu de leur expérience irakienne.

Retour d'un refoulé « noir » et « vilain » (au sens historique et psycho-social du terme) pour une Amérique blanche et riche qui, assise sur de solides classes moyennes blanches et un peu noires, baigne, elle, dans l'euphorie de ses crues financières et de ses succès planétaires. Et ce qui s'offre ainsi au regard n'est que la partie émergée, littéralement parlant, de l'immense peuple, à l'échelle du monde, des démunis, misérables, chômeurs, affamés, exclus, marginaux (ce que l'anarchiste Mécislas Golberg nommait, au début du siècle dernier, les « trimards ») – en un mot, le peuple des pauvres, des pas bons pas beaux à regarder à présenter, sinon pour meubler les catastrophes.

Enfumés et délogés

Il a bien fallu regarder – y avait le feu! – dans quelles conditions vivaient, en plein cœur de Paris, des familles noires, venues pour la plupart d'Afrique noire, lorsque les flammes,



inaugurant une série noire inattendue mais prévisible, s'emparèrent de locaux vétustes et dégradés-dégradants, faisant quelques dizaines de morts – brûlés, écrasés au sol, enfumés. Cœur de Paris qui, ô atout cœur, ne manqua pas de s'émouvoir et de fort palper un temps, le temps d'un petit tour – et *ciao negro*. C'est que les médias avaient en vue d'autres chats, qui se fouettaient dru sur la place publique, en de bien plus gracieux, nobles, salubres et solennels espaces. Notables socialistes entre eux, et notables gouvernementaux entre eux, et les uns et les autres entre eux, tous superbement logés (quand la télé exposera-t-elle un montage parallèle point par point des habitations des riches et de l'habitat des pauvres?) croisaient le fer, en duels médiatico-people, *mano a mano*, dans le genre drame à l'antique des frères ennemis, à fleurets fleuris roses épines et sarkosités à tous crins.

Derrière ces voracités affichées, le peuple audimaté s'obstine à croire qu'il y a projets, programmes, et même envolées idéologiques (réforme, révolution, changement, progrès, mutation et tutti frutti). Bon, on ne sait où ni quand ni comment seront relogés, « logés » au noir qu'ils furent, les délogés noirs. Mais pareille affaire nous suggère cette hypothèse psychanalytique, plongée psycho-politique plombée d'envie: à voir, fût-ce de très haut et de très loin, tant de lieux de malheur et de mort, murs qui croulent, canalisations et circuits qui craquent, crasses et pestilences qui crouissent, bref, tout le merdier habitational – on en vient à se dire que la motivation la plus profonde de tous les notables et présidentiables précités, leur compulsion à se hisser, « à coups trop tirés », au plus haut sommet de l'Etat, résiderait au premier chef et en tout premier lieu dans le foetal désir, mis à nu par les déracinés de Louisiane et les délogés de Paris, d'occuper le plus vaste, le plus beau, le plus

sûr, le plus bon logement qui soit en douce France terre d'asile: l'Élysée.

Noircissures

Croyant naïvement, par ce fantasme élyséen, échapper à ces noirceurs, on tombe, ô misère, sur la saumâtre annonce d'un ouvrage libellé *Livre noir de la psychanalyse* – un blockhaus de 832 pages bourrées de noircissures qui, sous promesse de « vivre, penser et aller mieux sans Freud », rappellent salement certains jugements portés sur le fondateur de la psychanalyse par tant d'auteurs obscurantistes d'obédience fasciste, nazie ou stalinienne – un Freud au bâcher.

S'avançant, battage médiatique well-bécoteur à l'appui, sous le titre menaçant, programmatique et justicier de « Livre noir » (l'abus de bien culturel est flagrant!), ce pot-pourri d'une presque centaine d'articles, souvent à côté de la plaque, s'il s'en prend, c'est tellement facile, aux lacaniens et lacaniches, laisse symptomatiquement de côté tout un pan de la pensée freudienne et de l'anthropologie psychanalytique, à savoir le champ politique – à nos yeux domaine d'élection de la psychanalyse * (les élections proprement dites, grenouillage de fantasmes, n'étant que la partie émergée de l'iceberg du pouvoir). Consultant, par commodité, l'index des noms propres, on reste interdit devant des lacunes majeures: ni Wilhelm Reich avec sa *Psychologie de masse du fascisme* et l'Homme et l'Etat, ni Deleuze et Guattari avec *Capitalisme et schizophrénie*, l'Anti-Édipe, ni Roheim avec *Psychanalyse et anthropologie*, ni Marcuse, ni Adorno, etc, critiques souvent pertinentes de la psychanalyse – qu'enrichissaient par ailleurs d'autres auteurs absents tels que Bion, Winnicott, Groddeck, Laplanche, etc. L'index thématique propose bien « subutex », « thiorizadine » ou « morphine » (pour un « livre noir » des camioles

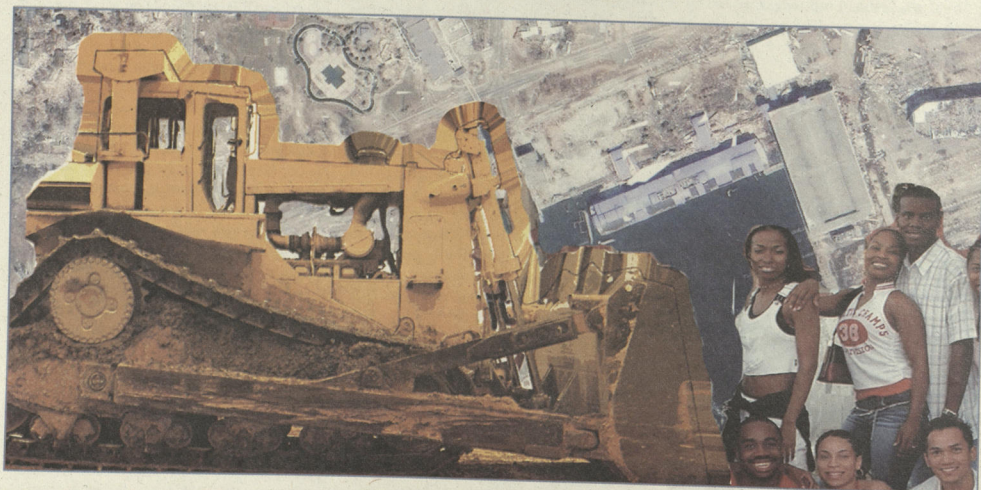
chimiques?), mais n'apparaissent ni « envie » (qui soit kleinienne, et non pas « du pénis ») ni « pouvoir » ou « emprise » ni « orgasme » ni « mort » – thèmes quotidiens universels et essentiels auxquels la psychanalyse n'a cessé, avec force et constance, de se confronter.

Autre dimension cruciale, oblitérée, de la pensée freudienne, en fine compagnie cette fois avec des auteurs tels que Shakespeare, Rabelais, Swift, Joyce, Dickens, absents de l'index: les relations entre l'argent et la libido anale, à propos desquelles Freud écrivait dès 1897 avec enthousiasme à son ami Fliess: « Je ne puis t'énumérer tout ce qui pour moi (nouveau Midas) se transforme en immondices. Tout cela concorde parfaitement avec la théorie de la puanteur interne. Et surtout l'argent lui-même pue. »

Perspective psycho-politique de ce Livre noir à visée d'infamie: sa motivation profonde ne serait-elle pas de blanchir ces opaques et criardes valeurs de l'inconscient que sont désir d'Argent (boursicotage idéologique, racolage de « patients ») et désir de Pouvoir (connivence de classe, main basse sur postes, présidences, directions et missions)? Réaction nôtre, cognitive et comportementale: beurk!

R. D.

* Cf. Roger Dadoun, *La Psychanalyse politique*, PUF, 1995; Geza Roheim et l'essor de l'anthropologie psychanalytique, Payot, 1972; Freud, Belfond, 1992; *Psychanalyse entre chien et loup*, Imago-PUF, 1984; *De la Raison ironique*, éditions Des Femmes, 1988; *Psychanalyse et anarchie* (avec Philippe Garnier et J. Lesage de La Haye), Atelier de création libertaire, 1995.



Dans la presse étatsunienne

Nouvelle-Orléans : épuration ethnique ?

L'APRÈS-KATRINA commence à montrer son visage. L'ampleur du désastre et les conséquences de la politique destructrice de l'administration Bush se révèlent à la face du monde. De toutes parts s'élève une contestation grandissante contre une politique qui a consisté à liquider les services publics. De la gauche et du centre, des voix réclament un « plan Marshal pour les villes », un nouveau New Deal, même si cela reste pour le moment encore embryonnaire.

La position du président américain est sans surprise : comme après les attentats du 11 septembre, ceux qu'il faut secourir, ce sont

qui donnaient à la ville son blues. Ils sont les flics et les fonctionnaires qui se battent pour remettre la ville en état. La moitié des maisons sont possédées, ce ne sont pas des locations. Beaucoup de ces travailleurs sont dispersés à travers plus de quarante États. Beaucoup sont encore dans des abris. Personne ne peut croire que l'administration Bush ne puisse pas donner aux évacués des subventions pour louer des logements dans et autour de La Nouvelle-Orléans. À la place, le FEMA a commandé des dizaines de milliers de roulottes et se bagarre pour construire des parcs à caravanes – des Bushvilles – pour abriter les victimes de Katrina. »

« Maintenant, on sait. Bush ne planifie pas la rénovation urbaine, il planifie l'expulsion urbaine. Le gouvernement a donné aux victimes un ticket aller pour partir sans plan pour leur retour. À la place, les planificateurs vont transformer La Nouvelle-Orléans en un parc à thème de standing. Ils reconstruiront les communautés blanches... »

Lectures ostensiblement partiales effectuées par Raoul Boullard



avant tout les entreprises. Soixante-huit millions de dollars vont s'engouffrer dans les coffres de quelques entreprises choisies. Le 15 septembre dernier, le président s'exprimait sans ambiguïté à Jackson Square : « Nous serons aux côtés des entrepreneurs tandis qu'ils mettront en œuvre la reconstruction économique de la région du Golfe. » Ce qui est envisagé est la transformation, à grande échelle, de La Nouvelle-Orléans en une zone privilégiée pour les personnes aisées, l'extension sur toute la région du Golfe d'hôtels, de casinos, d'établissements de luxe, de raffineries high tech et de propriétés de luxe, éternisant une véritable épuration à la fois ethnique et de classe empêchant tout retour des populations modestes ou pauvres.

Dans le Chicago Sun-Times du 4 octobre, Jesse Jackson rappelle que George Bush avait appelé l'Amérique à « effacer cet héritage de racisme » qui a été révélé au grand jour par le cyclone. Mais, commente l'auteur, on se rend compte que « lorsque Bush a promis d'éradiquer l'héritage du racisme à La Nouvelle-Orléans, il entendait qu'il éradiquerait les pauvres qui étaient les victimes du racisme ». Le secrétaire pour le logement et le développement urbain, Alphonso Jackson, le confirma dans le Houston Chronicle : « Qu'on le veuille ou non, La Nouvelle-Orléans n'aura pas une population de 500 000 pour longtemps. [...] La Nouvelle-Orléans ne sera pas aussi noire qu'elle l'a été pour longtemps, voire jamais. » Jackson prédit que la population atteindra au plus 375 000, mais que seulement 35 à 40 % seront noirs (contre plus de 60 % auparavant). « Je vous le dis, en tant que secrétaire au Logement et à l'Urbanisme, j'ai été un développeur et un planificateur, c'est comme ça que ça va être. » Le ministre a révélé qu'il avait conseillé au maire de La Nouvelle-Orléans de ne pas reconstruire le quartier noir (le 9th Ward).

Dans son article du Chicago Sun-Times, Jesse Jackson écrit :

« Les gens du 9th Ward sont les femmes de ménage et les serveurs des touristes de La Nouvelle-Orléans. Ils sont les musiciens

Amérique latine

Multinationale sans patron

LA PREMIÈRE RENCONTRE latino-américaine d'entreprises récupérées avait lieu du 27 au 29 octobre à Caracas, au Venezuela. Elle a réuni les représentants de 263 entreprises autogérées par leurs travailleurs. Six cents travailleurs d'entreprises sans patron de huit pays différents étaient là. « Eux les ferment, nous autres ouvrons les usines. Eux volent la terre et nous autres les occupons. Eux font les guerres et détruisent les nations, nous autres défendons la paix et l'intégration souveraine des peuples. Eux divisent et nous, nous unissons », déclama Fédith Oviedo, de la coopérative argentine Ceformar. « Cela a été très important pour les travailleurs de dire que dans tous les pays ils souffrent des mêmes lois du travail, le même chômage, les mêmes fermetures frauduleuses. Il devint clair que ce qui s'est passé ici (en Argentine, ndt) est un plan systématique », selon Édouard Murua, un des référents du Mouvement national des entreprises récupérées (Argentine). « On a donné au patron l'envie de s'en aller », dit un Vénézuélien de l'usine papetière Invepal. « Cela ne nous intéresse pas de nous transformer en patron », appuya un Brésilien de Interfibra. « Si nous pouvons conduire une usine, nous pouvons conduire un pays », déclara Celia Martínez de l'usine Brukman qui fut applaudie par l'auditoire.

Des différences d'appréciation sont apparues : les Brésiliens sont attirés par l'étatisation, les Vénézuéliens par la cogestion, les Argentins et Uruguayens par le coopérativisme. Ce qui n'empêcha pas les participants d'élaborer un manifeste qui synthétise les débats et de décider de se rencontrer une nouvelle fois en juin 2006. En marge de cette rencontre, les représentants de 21 centrales syndicales de 13 pays du continent se sont rencontrés à El Paraiso, au siège de l'Union des travailleurs vénézuéliens (Unete). Dans un document au ton autocritique, ces syndicats expriment qu'il faut reconnaître tous les travailleurs, indépendamment de leur qualité d'employés ou de chômeurs, que les postes occupés soient formels, informels, précarisés, licenciés ou d'entreprises récupérées. Ils s'engagent aussi à faciliter le développement d'entreprises autogérées et à créer un observatoire pour les évaluer.

Daniel

groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste

Faits d'été indien

Salauds d'vieux !

JADIS, les vieux ne faisaient pas chier le monde. Ils savaient qu'ils n'avaient pas d'avenir. Qu'ils coûtaient. Qu'ils sentaient de moins en moins bon. Qu'ils étaient radoteurs. Rabâcheurs. Et qu'il n'était pas nécessaire de s'attarder.

Jadis, donc, les vieux se la jouaient profil bas. Ils votaient du côté du manche. N'en finissaient pas de remercier Monsieur le Maire pour le chocolat gratos de Noël. Tapaient dans la gamelle du chat quand les fins de mois étaient difficiles. Et pleuraient en silence, résignés, en s'excusant de n'être pas plus loin, quand ils étaient victimes de maltraitements de toutes sortes.

Aujourd'hui, il semble que ce temps-là soit terminé!

Les vieux, en effet, vivent de plus en plus vieux. Sont de plus en plus nombreux. Et en veulent toujours plus. De retraites. De cartes vermeil. D'aides à domicile. De plans cinchoxe à tarif réduit. De considération, etc.

Pire, quand ils n'obtiennent pas satisfaction, ils menacent. Passent à l'action directe. Et, pour certains, brandissent haut et clair le drapeau du terrorisme.

C'est ainsi que, récemment, à Gênes, une octogénaire est allée voir son banquier pour lui demander de lui accorder un prêt de 3 000 euros. Réponse négative du banquier. « Vous ne voulez rien me donner, a alors rétorqué la vieille dame. Alors donnez-moi tout! » Et, sortant un couteau de son sac, elle a mis le banquier en demeure de s'exécuter.

À la police qui s'est très vite emparée de la rebelle, la vieille dame a simplement déclaré qu'elle supportait de plus en plus mal le renchérissement du coût de la vie.

Qui a dit que la vieillesse était un naufrage?

Jean-Marc Raynaud



Émeutes, guerre de religion ou révolte sociale?

UNE DRÔLE DE RECETTE vient de nous être donné ces dernières semaines :

Une partie de cache-cache avec les flics qui tourne mal; deux gosses carbonisés par la fée électricité, il n'en fallait pas plus pour mettre le feu aux poudres. Ajoutez à ça les propos méprisant et menaçant de l'arriviste de la place Beauvau et voilà qu'à l'approche de l'hiver, le 93 devient sûrement le département le plus chaud de l'Hexagone.

Pour contrer cette escalade de violence, des milliers de robocops bleus marine se multiplient dans les rues de nos quartiers. Et plus on ajoute de flics, plus les bagnoles brûlent... Le petit Nicolas hystérique en vient même à convoquer les chefs du RAID et de la DST. A en croire les médias, nous voilà bien en état de guerre.

Les journaux télévisés et les maires de ces quartiers tentent de nous le faire comprendre: c'est la faute des islamistes... D'un côté, les syndicats de policiers et leurs alliés médiatiques nous expliquent que vient de débuter la guerre des islamistes contre l'État républicain français, de l'autre, les élus locaux en appelle aux imams et associations musulmanes pour freiner les violences dans les quartiers. A quand la création de la CGT banlieusard pour réel contrôle social?

Mais alors, n'y aurait-il que des musulmans dans les cités? Les évangélistes, témoins de Jéhova ou prêtre catholique semblent pourtant bien présent dans ces quartiers désertés par les militants.

Les médias en sont même venu à nous parler de guerre ethnique. C'est évident, le problème, c'est l'immigration! Il faudrait sûrement être de mauvaise foi pour penser que le harcèlement policier, la misère et la discrimination peuvent être responsable d'un état de malaise provoquant ce genre de réaction.

Pourtant, lorsqu'une caméra se perd en interrogeant de jeunes cagoulés, au lieu de djihad, ceux-ci évoquent leurs logements insalubres, leurs visites trop nombreuses, et pas forcément justifiées, du commissariat, la dis-

crimination à l'embauche, ou leur haine du petit teigneux du ministère de l'Intérieur.

Alors, nous tromperait-on? Serait-ce une révolte sociale et non un début de croisade islamique?

S'il est évident que ces «émeutes» ne sont qu'une réponse à un malaise social, il reste à déplorer que cette révolte, par manque de contenu politique, s'attaque plus à la chienlit policière et aux voitures de prolos qu'aux causes réelles de l'exclusion engendrée par le capitalisme et la xénophobie.

Pendant ce temps, éblouis par les caisses en feu, on en vient à oublier la privatisation d'EDF, les différent mouvements de grèves à Marseille comme à Bordeaux, et la gauche pouibelle, saisissant enfin cette aubaine pour sortir de sa léthargie, désigne Sarkozy comme seul responsable de cette situation. Mais les électeurs ont la mémoire courte...

Karim et Nathan

Groupe Idées noires de la Fédération anarchiste



Sans-papiers

Lutter et rester indépendants

Face à la récupération de certains collectifs par les partis politiques ou associations en manque d'image ou de caution morale, un groupe parisien de sans-papiers a décidé de se prendre en charge et de ne compter que sur ses propres forces et celles de ses soutiens militants, afin de rester indépendant et libre de ses choix. *Le Monde Libertaire*, invité à leur dernière réunion hebdomadaire décisionnelle dans un lieu de luttes parisien, a pu constater ce qui fait toute la différence.

L'urgence noyée dans un contexte de survie au quotidien

La réunion commence dans une atmosphère plutôt électrique, tandis que la moitié des personnes présentes et leurs soutiens part en urgence, appelée sur les lieux de la dernière rafle qui se déroule à ce moment au métro Couronnes. Les animateurs prennent donc la parole devant une trentaine de personnes de toutes nationalités pour rappeler les principes de base du 9^e collectif: « Vous êtes ici dans un lieu de parole libre et affranchie des interventions de personnes venues parler ou prêcher

pour leur propre chapelle. Chacun doit s'exprimer, même si cela ne paraît pas évident, la première fois, il faut essayer de vaincre vos peurs et votre timidité, faire partager vos problèmes au quotidien. Les résolutions sont votées en toute démocratie par le vote des personnes présentes. » La première intervenante précise que les choses sont devenues très compliquées depuis le renforcement de la répression et l'apparition des rafles musclées. Pour cette femme, c'est peut-être ce contexte qui explique, en partie, le manque de personnes sans papiers dans les manifestations et autres actions de résistance aux rafles.

Comment rester solidaire quand on est à bout de forces ?

Un second intervenant souligne que, malheureusement, certaines personnes ayant obtenu leurs papiers, par peur, par lassitude et un certain ras-le-bol (concevable dans de telles circonstances, après des mois, voire des années de luttes) ne reviennent plus au collectif pour soutenir les autres personnes. Il faut dire que certaines d'entre elles sont malades, parfois en proie à de lourdes pathologies, sans accès aux soins. Une intervention rappelle que des associations de bénévoles, comme Act-Up Paris, l'Ardhis, etc. mettent beaucoup d'énergie à essayer, tant bien que mal, de les accompagner dans le labyrinthe des démarches administratives, de l'accès aux soins ou, en cas d'urgence, à trouver des solutions rapides pour résoudre des problèmes d'ordre sociaux ou matériels, comme protéger les gamins ou trouver des lieux d'hébergement d'urgence. La personne présente d'Act-Up rappelle à ce sujet que la plupart des personnes salariées au sein d'organismes administratifs censés régler ces problèmes de survie (services sociaux, Dass, etc.) n'assurent pas une bille et se déchargent, en général, sur les associations de bénévoles, souvent dépourvues de moyens conséquents pour les régler. Celles-ci débordent de demandes et doivent affronter la mauvaise volonté des administrations peu réactives.

Quand la machine s'enraye

Une autre personne intervient pour faire remarquer qu'en cette période de ramadan et de vacances scolaires les gens sont fatigués, moins motivés pour participer aux luttes. De plus, parmi les « soutiens » du collectif, beaucoup



travaillent dans l'Éducation nationale ou ont des enfants et sont donc en vacances. Une de mes voisines fait remarquer que le ramadan et d'autres prétextes ne sont pas un argument recevable. Devant ce constat, un autre intervenant rappelle qu'il ne faut pas pour autant désespérer et accepter l'inacceptable, qu'il faut continuer à venir aux réunions hebdomadaires, à se tenir informés pour que les personnes sans papiers soient toujours présentes aux actions.

Pourchassées comme des bêtes au cœur de la tourmente

Le petit nombre de camarades qui ont résisté et réussi à faire capoter la rafle du métro Couronnes reviennent grossir l'assistance et redonner un semblant de moral. De fait, les langues continuent à se délier. Les personnes intervenant à présent, dont beaucoup de femmes, dressent un tableau de la nouvelle situation: les menaces permanentes qui règnent à tout moment dans le quotidien et l'environnement des sans-papiers: rafles, policiers qui viennent les traquer partout, à 5 heures du matin avant leur départ au boulot, dans le métro lors des innombrables et incessants contrôles au faciès, sur leur lieu de travail, quand elles vont chercher leurs gamins à l'école. Les personnes sans papiers se définissent aujourd'hui comme « traquées et pourchassées comme des bêtes ».

Un souffle d'espoir

Les plus optimistes pensent qu'après le ramadan et les vacances scolaires les gens seront plus décidés à continuer la lutte, les soutiens déterminés à limiter les rafles et faire avancer les dossiers de régularisation. Bref, prêts à « agir pour ne plus subir ». La question d'une campagne de sensibilisation est évoquée par certaines personnes, pour lesquelles elle constitue le seul moyen de faire évoluer la situation en montrant à tous « comment ça se passe au jour le jour ». Pour autant, la majorité des personnes du 9^e collectif présentes rappelle quelques règles basiques: s'engager sur cette voie signifie perdre un peu de liberté et beaucoup d'indépendance, avec le risque de se faire récupérer par les pros de l'intox. Un grave problème de conscience que chacun médite. Ne vaut-il pas mieux pas compter sur ses propres forces? Un argument qui devrait convaincre les personnes mal informées d'être nombreuses et nombreux à rejoindre nos camarades indépendants dans les prochaines manif et à les soutenir dans les actions anti-rafles et expulsions qui se multiplient (Stalingrad, Strasbourg-Saint-Denis, Belleville, Ménilmontant, Clignancourt, Château-d'Eau, Porte de Clichy et Montreuil), sous l'œil indifférent du chaland qui passe et refuse de se souvenir que d'autres déportations laissent à jamais leurs empreintes indélébiles et nauséabondes sur l'histoire de l'humanité.

Patrick Schindler

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org



Besançon

Une librairie associative et libertaire lautodidacte.org

CELA FAIT CINQ ANS que la librairie l'Autodidacte a ouvert ses portes au 5, rue Marulaz, dans le quartier populaire du centre-ville bisontin. C'est Claude Guillon qui nous avait fait le plaisir de venir inaugurer la librairie en octobre 2000, autour d'une conférence sur la guerre en Yougoslavie. Depuis, nous avons accueilli des dizaines de personnes de qualité que nous remercions pour leur disponibilité.

La librairie se veut être un lieu de contre-culture, de rencontres et d'échanges, mais c'est aussi le local du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste de Besançon.

La librairie poursuit ses activités politiques (conférences, projections de films, 1^{er} mai libertaire avec la CNT, commémorations antimilitaristes du 11 novembre, participation à la vie du quartier) mais aussi culturelles (dédicaces, rencontres avec des auteurs.e.s, cycles de cafés polar, concerts, théâtre) et conviviales (repas de quartier, apéro concert). Nous participons bien entendu aux campagnes fédérales (transports gratuits, décroissance, antireligions) en essayant de leur trouver des pendants locaux. Cela se traduit par l'organisation de nom-

breuses activités en collaboration avec des associations bisontines.

De nombreux projets sont encore en sommeil: création d'une bibliothèque sociale, troc de livres, etc. et devrait trouver une énergie nouvelle avec la création cette année d'une association des Ami.e.s de la librairie afin de faire connaître le lieu et d'élargir sa sphère d'influence et de (re)connaissance.

Pour en savoir plus: www.lautodidacte.org/ Tel: 03 81 85 09 84

L'Autodidacte, 5, rue Marulaz, 25000 Besançon

Permanences les mercredis de 17 à 20 heures et les samedis de 15 à 19 heures.



L'orgueilleux Rimbaud

L'ÉPOÉE RIMBALDIENNE a suscité maints commentaires mais qui, presque exclusivement, mettent en rapport la poésie avec l'homme et non l'inverse. Il faut dire que Rimbaud, s'il n'a pas marqué l'esprit de ses contemporains à quelques exceptions près, a davantage perturbé les cerveaux dès lors qu'une reconnaissance posthume s'est fait jour. Le fait poétique par lui-même me semble convenu et assimilé: ses différentes publications ont été recensées, commentées, discutées.

Sa vie fut banale somme toute, car qu'a-t-il fait pour mériter notre attention? Rien ou trop. Il n'a rien fait qui donne à l'humanité une raison d'espérer, une soif d'apprendre, un chemin à suivre. Il ne fut pas un grand homme, au sens historique du terme, par contre il fut cet éclair qui a projeté sur la poésie un regard nouveau, un enthousiasme passionné, une vérité brûlante. Alors pourquoi cette cassure soudaine entre ce destin littéraire auquel il semblait se vouer et cet anonymat existentiel dans lequel il s'est plongé? La réponse n'est pas dans la question mais elle est simple, même si elle mérite quelques explications.

Il paraît convenu que de la poésie il ne voulait plus entendre parler lorsqu'il était en Afrique et que les quelques supputations selon lesquelles il aurait écrit d'autres choses durant cette période restent trop vagues pour s'y attacher. Rimbaud fut un adolescent précocé, mais pas plus que d'autres dans leurs domaines respectifs. Ce qui était alors le baccalauréat s'obtenait assez tôt et la maturité de l'époque n'avait rien à voir avec celle d'aujourd'hui. De la poésie, il fit son bras séculier, celui par la grâce duquel tout devait arriver. La poésie était la vie et vice versa. Il suffit de relire ses lettres, ses fameuses lettres, ses poèmes pour se convaincre que la poésie, plus qu'une activité littéraire, était son mode d'expression politique, au sens noble du terme. Certes il n'avait pas de doctrine bien établie, pas de plan mais des certitudes quant à son pouvoir et sa détermination, sa ferveur, son engagement devaient faire le reste. Il fut dit aussi qu'il participa à la Commune. Rien de très avéré, mais cela n'a pas d'importance en soi, car les courants philosophiques, politiques, l'anarchisme en particulier, n'avaient

pour lui aucun sens concret. La vie, ou la société, ne pouvait être changée que par la poésie. D'ailleurs, Rimbaud ne s'est jamais posé de questions sur les problèmes sociaux de l'époque et n'a jamais tenté d'élaborer une quelconque théorie en vue d'éclairer les masses. Il aurait pu se glisser dans un cercle lié à un mouvement, ou faire intégrer les rangs anarchistes qui étaient nombreux de ce temps. Son bref séjour en Angleterre durant lequel il vécut avec quelques anarchistes n'a pas fait sourciller sa plume autrement que par le poème.

À la fois fier et orgueilleux, ancré dans ses certitudes, révolté non contre l'ordre établi mais contre ce qui l'empêchait d'arriver à ses fins, telle l'indifférence de ses semblables, des écrivains reconnus en particulier, de ses difficultés à être compris par les siens, voire entendu, de ses doutes quant à trouver un éditeur pour donner vie à ses écrits, Rimbaud, après s'être enflammé, comme l'adolescent qu'il était, s'est obstiné dans sa quête jusqu'à se perdre, c'est-à-dire jusqu'à diluer sa lucidité dans des compromissions quotidiennes qui lui firent rejeter ses certitudes et ses convictions. Sa faiblesse s'est déclarée au grand jour et le vide s'est installé en lui lorsqu'il a vu, senti ou, mieux, ressenti, que tout lui échappait et que la poésie n'était pas le

plus court chemin pour changer la vie! Sans nul doute, Rimbaud aurait pu continuer d'écrire s'il avait reconnu dans la poésie à la fois le don et la promesse qu'elle contenait: le don de savoir toucher la réalité des choses, de conquérir cet espace entre l'homme et la vie et cette promesse d'aller toujours plus loin dans cette quête. Les mots l'ont rattrapé et il n'a plus su qu'en faire.

Animal blessé, amoureux meurtri, écrivain ignoré, cela faisait beaucoup trop pour ce garçon de vingt ans. Il ne pouvait plus supporter son erreur, celle de s'être ainsi fait « berner » par la poésie. Il fallait en finir et s'il ne parla plus de poésie, ce ne fut pas tant parce que celle-ci lui était devenue étrangère ou qu'il n'avait plus rien à dire, mais parce qu'elle, la poésie, avait été incapable de le satisfaire. Son ego ne pouvait plus tolérer cette ignominie, ce coup bas qu'elle lui avait porté! Il faut donc le comprendre ainsi, et peu importe la destination qu'il ait prise et des talents dont il fit preuve par la suite. Sa culture, sa faculté d'adaptation, son intelligence l'aideront à suivre un autre chemin. Mais ce n'est pas la poésie qui a triomphé de lui, et lui d'elle, c'est l'orgueil, l'orgueil qui fut à la fois son moteur et son bourreau.

Jean-Michel Bongiraud



Anarchistes contre le Mur

Rencontre avec Mathan Cohen



L'INTERVENTION de notre compagnon a permis de comprendre le conflit israélo-palestinien dans ses racines psychologiques. L'État d'Israël est construit sur une idéologie de la peur, peur de l'autre, peur des attentats, etc. et sur une vision raciste à l'encontre des populations arabes. Ces deux phénomènes permettent au gouvernement de présenter la construction du Mur comme un élément de sécurité pour Israël. Le gouvernement israélien est dans une position de force et met en avant le fait qu'ils accordent des choses aux Palestiniens (acte du prince) alors qu'ils ne donnent rien en échange et ne sont jamais satisfaits. Il n'y a donc pas d'égalité.

Tout le monde veut la paix mais personne ne se demande comment l'obtenir, aucun Israélien ne demande aux Palestiniens ce qu'ils souhaitent. Le débat est confisqué et faussé par les partis politiques. Toutes les solutions de paix envisagées, y compris les accords d'Oslo, ont été l'œuvre des gouvernements qui veulent que la situation reste telle quelle. Jamais les populations n'ont été écoutées. La solution est pourtant à trouver pour les deux « côtés ».

Les Anarchistes contre le Mur sont partis de ce constat et sont allés voir sur place.

« Est-ce pour ma sécurité que les villages sont encerclés d'un mur et coupés des champs qu'ils cultivent? », se demande Mathan. Sur place, les Anarchistes contre le Mur ont rencontré des Palestiniens qu'ils ne voyaient plus comme des ennemis, et les Palestiniens ont pu rencontrer des Israéliens qui ne sont pas des soldats mais des amis. Ils se sont rendu compte qu'ils pouvaient s'entendre et lutter ensemble contre le Mur et c'est ce qu'ils font. Ils tentent

d'empêcher sa construction, retardent les travaux et interpellent l'opinion publique.

Les Anarchistes contre le Mur ont ouvert un centre d'information dans un village palestinien afin que les Israéliens puissent venir se rendre compte de la situation réelle, mais ce centre a été fermé par l'armée israélienne. Les manifestations non violentes sont quotidiennes, et la réponse du pouvoir est la violence de l'armée, la brutalité et parfois la mort. Ils ont tourné des films sur leurs actions et tentent d'alerter les gens, mais la majorité refuse encore de voir l'horreur de la situation.

Un village palestinien est complètement encerclé par le Mur. Il ne dispose que d'une seule porte, surveillée par un check point israélien. La porte n'est ouverte que quelques heures le matin et le soir, et encore si les soldats le veulent. Les Anarchistes contre le Mur ont donc mené des actions pour ouvrir symboliquement cette porte. Là encore, la réponse fut la violence de l'armée.

Les Anarchistes contre le Mur mènent aussi des actions en direction de jeunes appelés. Le service militaire est obligatoire et dure trois ans. Mathan leur dit: « Allez dans les territoires et regardez si vous trouvez un ennemi. Si oui, alors allez combattre, sinon refusez l'armée. »

Voilà la solution anarchiste: se rencontrer, discuter en vrai, lutter ensemble pour les droits humains et non pas pour d'illusoire droits nationaux. Partout dans le monde, des individus, femmes et hommes mènent ce combat.

Fred de Besançon

Le groupe Idées Noires de la Fédération anarchiste reprend, toutes les deux semaines, ses apéros libertaires à compter du mercredi 16 novembre, 18 heures.

Le principe est toujours le même: ramener sa bonne humeur, ses bouteilles (pas forcément alcoolisées), et sa convivialité et partager le tout sur place, à Publico, 145 rue Amelot, Paris 11e, métro Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République.

Radio libertaire

Mercredi 9 novembre

Blues en liberté. de 10h30 à 12 heures
Nouveautés, rééditions. Seconde partie

Jeudi 10 novembre:

Si vis Pacem la parole aux victimes de guerre avec Les Pieds sur Scène.

Les affinités électives de 19h30 à 20h30: Françoise d'Eaubonne, une femme d'exception: vivre intensément, dans l'arène, et, je vous emmerde. Une force qui va, une poète épique, telle que je l'ai connue et lue, par Geneviève pastre

vendredi 11 novembre

Offensive de 21h00 - 22h30 L'émission sera consacré à l'ouvrage Le déserteur de Maurienne à l'occasion de sa réédition par l'Échappée. Le Déserteur relate l'itinéraire intellectuel et affectif d'un refus pendant la guerre d'Algérie. Fils de résistant, l'auteur n'accepte pas d'être partie prenante dans l'oppression d'un autre peuple. Ce livre est emblématique parce qu'il fut le premier à expliquer et à justifier la désertion pendant la guerre d'Algérie.

Samedi 12 novembre

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30: Vue de l'Europe d'en bas (L'Harmattan), Catherine Pozzo Di Borgo et Marianne Debouzy.

dimanche 13 novembre,

Tempête sur les planches de 14h-15h30
1. Brecht et la guerre d'Espagne: Les fusils de la mère Carrar au Théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis, mise en scène Antoine Caubet 2. La fin arbitraire des usines Daewoo en Lorraine Daewoo de François Bon, mise en scène de Jacques Tordjman au Théâtre 71 de Malakoff

Mercredi 16 novembre

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures:
Le blues et les noms de villes. Première

89.4 MHz
en région parisienne
et
federation-anarchiste.org/ri/
dans le reste du monde

Jeudi 10 novembre **Rouen(76)**

À partir de 20 h 30 à la librairie l'Insoumise, Jean-Jacques Gandini, avocat et militant libertaire, viendra présenter le livre **Ordre sécuritaire et inégalités sociales**, chez l'Esprit Frappeur. Un débat autour d'un pot suivra la présentation. Librairie libertaire l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Lyon 1^{er}

Repas de soutien au collectif étudiants sans-papiers à la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc.

Amiens (80)

Projection-débat publique sur la société nucléaire organisé par le collectif libertaire antinucléaire à 20 heures à la salle Dewailly, place Dewailly, à proximité du Coliseum.

Saint-Claude (39)

Rencontre organisée par le groupe Lucio de la Fédération anarchiste avec des collectifs de lutte contre le chômage et la précarité ACI Rhône et ACI Besançon, qui nous ferons part de leur expérience au Cofre-Fort (en face de l'IME), rue de Bonneville à Saint-Claude. Entrée libre

Vendredi 11 novembre **Besançon(25)**

Rendez-vous anti-militariste à 11h, rue Bersot, pour renommer la rue Bersot, bienfaiteur, en rue Bersot, fusillé pour l'exemple.

Floreffe (Belgique)

Concert de Serge Ulgé Royo à 21 h au Centre culturel de Floreffe, Chemin privé n°1 - 5150 Floreffe.

Lyon (69)

Pour un autre futur, dans un monde sans armées ni frontières. Manif rouge et noire antimilitariste à 15h

place Bellecour à l'appel de l'Union de groupes anarchistes lyonnais, l'UD CNT 69, l'OCL, la Gryffe et No Pasaran.

Gentioux (23)

Rassemblement pacifiste à 11 heures devant le monument aux morts antimilitariste de Gentioux suivi à 12h30 du repas des partageux au Villard.

Samedi 12 novembre **Paris 10^e**

Rassemblement au métro Château-d'Eau entre 10 et 12 heures contre les rafles ayant eu lieu dans ce quartier.

Craonne (02)

Concert de Serge Ulgé Royo à 20 h 30, mairie de Craonne, salle des fêtes. Réservations indispensable: 03 23 20 34 83. Concert à la mémoire des pacifistes et déserteurs de la guerre de 14-18.

Marseille 1^{er}

Mini-colloque sur Alexandre Marius Jacob de 15h à 19h, suivi d'un concert avec « Michael » et ses chansons anarchistes et provençales, d'un spectacle théâtral de Jean-Hugues Lime et Meille sur la vie de Jacob, au Centre régional de documentation pédagogique au 31 bis, boulevard d'Athènes.

Paris(20^e)

Concert de solidarité avec le syndicat du spectacle CNT à 19h au 33 rue des Vignoles avec Kochise et Ya Basta. Entrée 5 euros. Métro Avron ou Buzental.

Saint-Claude (39)

Concert avec les Fées Minées (chanson), les Konkasseurs (anarchopunk), Une poignée de niais (chants). Entrée à prix libre, buvette bio, soirée en soutien à la défense d'un licenciement anti-

syndical.

Lyon(69)

Pour les 20 ans de la CNT Lyon seront organisés des débats, projections, concerts, expos au CCO de Villeurbanne 39, rue Georges-Courtelaine Bus : 27, 37, 38 arrêt Antonins, Tram 1 arrêt Insa-Einstein.

Dimanche 13 novembre **Craonne (02)**

Lors de la 3^e journée du livre 14-18, à la mairie, de 11h à 17h30, la Bibliothèque sociale de Merlieux, animée par le groupe Pierre-Kropotkine de la FA exposera des ouvrages dénonçant les atrocités de cette guerre.

Mercredi 16 Novembre **Besançon(25)**

Rencontre et lecture avec Louis Arti qui va nous faire découvrir l'histoire de sa grand-mère, au début du XIX^e siècle, qui quitte son mari et va refaire sa vie en Algérie avec ses enfants, à 18h, à la librairie l'Autodidacte - 5, rue Marulaz. Il retracera ce parcours dans son prochain livre, en cours d'achèvement, qui sera intitulé *Les yeux blessés de Marie-Jeanne*.

Paris 11^e

Apéro libertaire au 145 rue Amelot (voir page22).

Jeudi 17 novembre **Paris 18^e**

Jusqu'au lundi 21 novembre, Rebecca Gruel expose ses peintures et sortira à cette occasion un recueil sur la tragédie Hiroshima avec illustrations et textes de l'auteur.

Vendredi 18 novembre **Rouen(76)**

(voir page 24)

agenda

Vendredi 18 Novembre 2005 Salle des fêtes de Petit-Quevilly à partir de 20h00

LA NUIT DE L'ANARCHIE

avec

les WAK

(ska core - Rouen)

CARTOUCHE

(punk melodique - Paris)

la BRIGADA FLORES MAGON

(street oi - Paris)

vendredi
18/11/05
20h00

Salle des fêtes de Petit-Quevilly (près de Rouen)
Avenue des alliés, métro Place du 8 mai
Paf 8 euros (5 pour chômeurs-étudiants-précaires)
buvette - tables de presse

Organisé par la librairie libertaire l'Insoumise,
la Fédération anarchiste (groupe de Rouen et groupe
lycéen-étudiant Soleil noir) la CNT Rouen et le Scalp

